

FACULTE DE MEDECINE ET DE PHARMACIE

Année 1970 — N° 27

L'utilisation des Expertises Psychiatriques par les Magistrats

**Quelques réflexions à propos
de 250 observations personnelles**

THÈSE

présentée

à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Dijon

et soutenue publiquement le 19 Décembre 1970

pour obtenir le grade de Docteur en Médecine

par

DOREY Marie-France, née LAUREAU

née le 9 Juillet 1945

à DIJON

FACULTE DE MEDECINE ET DE PHARMACIE

Année 1970 — N°

L'utilisation des Expertises Psychiatriques par les Magistrats

**Quelques réflexions à propos
de 250 observations personnelles**

THÈSE

présentée

à la Faculté de Médecine et de Pharmacie de Dijon

et soutenue publiquement le 19 Décembre 1970

pour obtenir le grade de Docteur en Médecine

par

DOREY Marie-France, née LAUREAU

née le 9 Juillet 1945

à DIJON



FACULTE DE MEDECINE ET DE PHARMACIE

Personnel de la Faculté

M.F. CABANNE : Doyen
M.M. BIZOT : Assesseur
M.J. GUYOT : Professeur honoraire.

Professeurs titulaires

Anatomie	: P. BARRY
Anatomie pathologique	: F. CABANNE
Biochimie pharmaceutique	: R. TRUCHOT
Botanique & Cryptogamie	: M. BIZOT
Chimie biologique	: P. PADIEU
Clinique chirurgicale	: H. VIARD
Clinique médicale	: P. CORTET
Clinique obstétricale	: F. BARON
Clinique médicale infantile	: M. ALISON
Clinique neuropsychiatrique	: J. BALLIVET
Histologie	: Mlle G. PALLOT
Pathologie médicale	: R. PUTELAT
Pharmacie chimique	: H. TRON
Pharmacie galénique et Pharmacognosie	: G. NOUVEL
Physiologie	: J. KLEPPING
Physique médicale	: P. GAILLARD
Sémiologie médicale	: J.B. BOUHEY.

Professeurs sans chaire

Biochimie médicale : J. DEDREUX

Hygiène, Médecine préventive & Médecine du travail : M. CARON

Médecine légale & du travail : A. MARIN

Parasitologie : Mme Y. ROUGET.

Professeurs chargés de cours à titre permanent

Bactériologie : P. PICHAT

Pathologie chirurgicale : J. DUBARD

Maîtres de Conférences agrégés & Agrégés.

Anatomie & Chirurgie générale : N.

Anatomie pathologique : R. MICHIELS

Anesthésiologie : N...

Cancérologie : N...

Chimie générale et minérale : N...

Chimie organique : P.L. COMPAGNON

Chirurgie générale : P. AUPECLE

C. FERRY

J. SALASC

N.....

N.....

Dermatologie & Syphiligraphie : J.L. CHAPUIS

Gynécologie & Obstétrique : J. JAHTER

Hématologie, Immunologie, Sérologie : A. DUZER

Maladies infectieuses : F. DESTAING

Médecine générale et expérimentale : N....

Médecine générale & Thérapeutique : B. FRANCOIS
N....

III

Microbiologie : N....
Neurologie : N....
Neurochirurgie : N....
Pédiatrie et Puericulture : N....
Pharmacodynamie : J. WEPIERRE
Pharmacognosie : N....
Pharmacologie : N....
Physiologie : N....
Physiologie pharmaceutique : J. BRALET
Physique pharmaceutique : N....
Radiologie : J.P. MABILLE
N....
Thérapeutique : C. KLEPPING
Toxicologie : B. FESTY.

Professeur associé

Gastro-entérologie & Hépatologie : A. PIARD

Agrégés libres

Ophtalmologie : P.G. MOREAU
Urologie : R. GAYET.

La Faculté de Médecine & et Pharmacie
de DIJON déclare que les opinions émises dans les thèses
qui lui sont présentées doivent être considérées comme
propres à leurs auteurs et qu'elle entend ne leur donner
ni approbation ni improbation.

-:-:-:-:-

JURY DE LA THESE

Président : Monsieur le Professeur J. BALLIVET

Membres : Monsieur le Professeur R. PUTELAT
Monsieur le Professeur Agrégé A. MARIN
Monsieur le Professeur Agrégé C. KLEPPING

A MES PARENTS,

en témoignage de ma profonde affection
et de ma reconnaissance.

A MON MARI,

avec tout mon amour.

A MA FILLE,

A MES BEAUX-PARENTS,

A TOUS MES PARENTS ET AMIS.

A NOTRE PRESIDENT DE THESE

Monsieur le Professeur J. BALLIVET

Il nous a fait le grand honneur d'accepter la présidence du jury de cette thèse.

Outre un enseignement précieux, il nous a apporté le soutien de son autorité et de sa compétence.

Qu'il veuille bien trouver ici l'expression de notre gratitude et de notre profond respect.

VII

A NOS JUGES

Monsieur le Professeur Agrégé A. MARIN

Il nous a inspiré ce travail, nous en a confié les éléments, et tout au long de sa réalisation n'a cessé de nous apporter un soutien constant et éclairé.

Qu'il accepte nos remerciements et l'expression de notre profond respect.

Monsieur le Professeur R. PUTELAT

Il sait allier à une rare compétence, une bienveillance de tous les instants. Il nous a fait bénéficier de son enseignement remarquable.

Qu'il veuille bien trouver ici le témoignage de notre respectueuse reconnaissance.

Monsieur le Professeur Agrégé C. KLEPPING

Nous avons admiré, dans son service, l'extrême précision de son diagnostic, et apprécié l'aisance souriante de son enseignement.

Qu'il nous permette de l'assurer de notre respectueux attachement.

A NOS MAITRES DES HOPITAUX DE DIJON

- M. 1e Docteur CHESSEBEUF
- M. 1e Professeur J. DUBARD
- M. 1e Professeur Agrégé C. FERRY
- M. 1e Professeur A. PORTIER (in memoriam)
- M. 1e Professeur Agrégé F. DESTAING
- M. 1e Professeur R. PUTELAT
- M. 1e Professeur BALLIVET
- M. 1e Professeur Agrégé A. MARIN
- M. 1e Professeur M. ALISON
- M. 1e Professeur Agrégé C. KLEPPING
- M. 1e Professeur Agrégé J.L. CHAPUIS

A TOUS NOS MAITRES DE LA FACULTE DE MEDECINE DE DIJON.

A MONSIEUR LE PROCUREUR DE LA REPUBLIQUE DE DIJON

Sans la bienveillante autorisation de qui ce travail n'aurait pu être réalisé. Il nous a ouvert les archives du Tribunal et n'a pas hésité à nous offrir l'appui de ses Services.

Qu'il veuille bien trouver ici le témoignage de notre respectueuse gratitude.

A MONSIEUR SIMON

JUGE D'INSTRUCTION AU TRIBUNAL DE GRANDE
INSTANCE DE DIJON.

Qui a bien voulu consacrer une partie de son temps précieux pour compléter notre information.

Nous l'assurons de notre profonde reconnaissance.

A MONSIEUR COLIN

GREFFIER EN CHEF DE LA COUR D'APPEL

A MESSIEURS ET MESDAMES

LES GREFFIERS, LES SECRETAIRES DU PARQUET
DU TRIBUNAL DE GRANDE INSTANCE DE DIJON,

Pour leur aimable coopération.

"Liberté, c'est un de ces détestables mots
qui ont plus de valeur que de sens, qui
chantent plus qu'ils ne parlent, qui
demandant plus qu'ils ne répondent".

PAUL VALÉRY.

CHAPITRE I

PRESENTATION DE NOTRE TRAVAIL

Le rôle du médecin auprès de la Société et des individus qui la forment, nous est déjà apparu sous de multiples aspects.

Cependant, au début de cette étude apparemment juridique, c'est encore l'un de ces aspects que nous allons évoquer, insoupçonné, déguisé même, il se retrouve pourtant dans le secours que le médecin peut apporter à l'homme, en collaborant à l'oeuvre de justice.

En effet, dans le domaine de l'expertise, et ici de l'expertise mentale, le médecin a à faire dans une certaine mesure, à un malade. Celui-ci s'est rendu coupable d'un délit : la défense de la Société exige qu'il soit jugé.

Or le Juge qui d'après DASTRE "doit posséder une science complète de l'homme, dans son complexe d'esprit et de corps" fait appel au psychiatre. La mission de celui-ci, essentiellement technique en son principe, sera d'établir le rôle des troubles mentaux et l'influence des tares ou anomalies physiques ou psychiques, dans la

détermination de l'acte incriminé. Son avis n'est pas "celui d'un arbitre, il n'est donné qu'à titre consultatif" (L. RETAIL).

Les Juges bien sûr tranchent la question de la responsabilité pénale : ils se réfèrent à des règles juridiques précises, parfois -sinon incompatibles- du moins mal adaptées à celles de la médecine.

Le Procureur Général RODIER reconnaissait :
"la psychiatrie est une science d'observation, d'expérience concrète et toujours en évolution, dont les bornes s'éloignent sans cesse au moment où l'on croit les atteindre. Elle n'a rien d'absolu -tant s'en faut- elle n'est pas un principe, contrairement à la justice.

Cependant, étant donné que les conclusions données par l'expert seront un des éléments qui permettront aux Tribunaux de former leur conviction et de motiver leur décision, on ne peut nier qu'elles auront finalement une influence sur le jugement rendu.

En apportant une connaissance plus précise des délinquants, de leur personnalité, les experts psychiatriques pensent aider la justice à mieux adapter la sentence pénale aux cas individuels.

La mission qui leur est impartie a-t-elle réellement les conséquences qu'ils imaginent ?

LES BUTS.

Notre propos est de tenter d'évaluer dans quelle mesure, il est tenu compte de leur avis, quelle utilisation en est faite par les juridictions, si utilisation il y a.

Dans les informations que nous avons recherchées, que ce soit à propos de psychiatrie médico-légale, d'expertise psychiatrique ou de criminologie, nous avons très souvent vu évoquer le rôle de l'expert auprès des Tribunaux, la mission qui lui était confiée, ce qu'on attendait de lui les qualités qu'on en exigeait mais dans très peu de cas nous n'avons vu apporter de précisions aux médecins sur les suites immédiates données à leur travail.

Nous avons ainsi l'espoir, tout en étant conscients des limites de notre travail, d'apporter quelques modestes éclaircissements à la fois aux magistrats et aux médecins.

MOYENS EMPLOYES :

a) Les expertises.

Monsieur le Professeur MARIN a complaisamment accepté de nous confier 250 expertises psychiatriques : elles ont été réalisées soit par lui seul, soit avec l'aide d'un confrère, également commis par un magistrat.

Rédigées par le même expert, elles comportent toujours la même méthode d'analyse, un plan constant, des conclusions élaborées suivant les mêmes critères de diagnostic et d'étude.

Elles créent une sorte de jurisprudence médicale parallèle, dont l'unité a grandement facilité notre tâche.

Les conclusions apportées répondent aux questions posées par les Juges, elles précisent :

1°) Si l'examen psychiatrique révèle des anomalies mentales ou psychiques.

2°) Si l'infraction qui est reprochée au délinquant est en relation avec de telles anomalies.

3°) Si le sujet est ou non dangereux.

4°) S'il est accessible ou non à une sanction pénale.

5°) Dans quelle mesure, il est curable et réadaptable.

Notons que la réponse n° 2 revient à évaluer la responsabilité de l'individu. Quant aux autres questions, elles vont encore plus loin, puisque logiquement la sanction doit en découler.

Nous n'aborderons pas en lui-même le problème de l'évaluation de la responsabilité qui a été déjà maintes fois soulevé et jamais encore résolu. Nous admettons simplement que c'est bien une mesure d'atténuation éventuelle de responsabilité ou de confirmation de plénitude de celle-ci, que le Juge attend de l'expert. Il n'est pas bien sûr question de la chiffrer en dixième ou en degré : c'est une simple indication, où les termes de "responsabilité entière, légèrement, moyennement ou largement atténuée" suffisent au Tribunal pour établir sa

conviction et déterminer une sentence. En effet seul, parmi tous les avis médicaux possibles, le diagnostic d'un état de démence entraîne l'irresponsabilité, stoppe l'action de justice, et soumet presque obligatoirement le magistrat à la conclusion médicale.

b) Les juridictions.

L'expert psychiatrique n'est sollicité, sauf très rares exceptions, que par des juridictions pénales : c'est-à-dire par des Tribunaux qui sanctionnent, ou acquittent et actuellement tendent à sortir de ce rôle, pour aider et orienter les délinquants.

Ce sont :

- Le Tribunal pour enfants : celui dont justement les progrès dans ce domaine sont les plus grands.

- Le Tribunal Correctionnel qui juge les délits, c'est-à-dire les infractions que le Code Pénal punit en principe d'une peine de prison inférieure à 5 ans.

- La Cour d'Appel qui a un pouvoir de contrôle sur les sanctions prononcées par le Tribunal Correctionnel.

Et enfin :

- La Cour d'Assises qui juge les crimes.

- Le Tribunal de Police quant à lui, juridiction pénale pourtant, ne s'occupe que des contraventions et ne fait que très rarement appel à l'expert.

Les dossiers qui ont servi de base à notre étude, émanent presque uniquement de juridictions Dijonnaises.

c) Plan de notre étude :

La collaboration de la psychiatrie et du droit est chose récente.

Nous proposerons tout d'abord un rappel historique succinct de l'évolution des rapports entre ces deux sciences et de celle de la législation. Ensuite, une étude analytique des dossiers de référence sera effectuée d'une part dans le domaine médico-légal, d'autre part dans le domaine juridique.

De cette étude nous tenterons de dégager des conclusions, chiffrées parfois. Après les avoir exposées, nous nous permettrons de formuler quelques vœux pour une meilleure collaboration du médecin à l'oeuvre de justice, comme pour une meilleure compréhension de la justice pour l'oeuvre du médecin.

CHAPITRE 2

HISTORIQUE

Pendant des siècles, l'homme a été jugé sur ses actes, ses paroles, voire ses pensées. Peu importait leur motivation, si une sanction devait intervenir, elle frappait un fait sans se préoccuper de l'individu.

De nos jours, l'expertise psychiatrique est courante. La recherche des rouages, des mécanismes déterminant le comportement de l'individu, nous paraît naturelle. Le jugement tient compte de la personnalité et de sa pathologie.

Il nous a paru utile de rechercher comment est apparu, puis a évolué, le rôle du médecin auprès du Juge. L'étude de cette évolution est indissociable d'une part de celle de la psychiatrie, d'autre part de celle de la législation.

Ant le XIXème siècle : Il n'y avait ni hôpitaux psychiatriques, ni psychiatres, ni règles législatives.

La folie dans l'antiquité, était considérée comme une manifestation divine et soit objet de culte,

soit objet de crainte et de respect. Déjà certaines dispositions du droit romain concernent la capacité de l'insensé et son irresponsabilité éventuelle, en cas de délit commis en période de trouble.

Les législateurs du Moyen Age s'inspireront de ces idées quant ils feront les premiers efforts de rédaction de coutumes et les premiers essais de codification. A cette époque les fous ne sont encore reconnus que pour être maudits. Considérés comme des démons, ils sont fréquemment impliqués dans des procès de sorcellerie et envoyés aux supplices les plus cruels.

Longtemps encore ils croupiront dans des hôpitaux généraux, des prisons, des dépôts de mendicité.

s tard :

- d'une part, sous l'influence de certains écrivains (MONTAIGNE, RABELAIS), de philanthropes (Saint-VINCENT-DE-PAUL), de quelques médecins, (SYDENHAM WILLIS), on en vient à les considérer comme des malades. La psychiatrie va naître d'exigences éthiques, philosophiques et sociales ; et c'est PINEL (1745-1826), qui va consacrer cette naissance en rompant les chaînes des aliénés de BICETRE. Le malade quitte la prison.

- d'autre part, le domaine de la responsabilité pénale est lui aussi fortement influencé par les dispositions du droit canonique, les écrits des Pères de l'Eglise, et ceux des théologiens. Les publicistes et philosophes critiquent le système répressif. En Italie Cesaré BECCARIA (1738-1794) s'élève contre la peine de mort, la torture et la profusion multiple des supplices. Dans "Dei Delitti e Delle Pene", il met l'accent sur l'amendement du coupable et son retour à une place normale

et honorable dans la Société.

Les Assemblées Révolutionnaires, qui réalisent la codification et l'unification du droit, s'inspirent de ses idées. Elles suppriment les peines corporelles et posent le principe de l'égalité de la répression.

Cependant par réaction sans doute contre la souplesse et l'arbitraire de l'ancien régime, elles poussent très loin l'objectivité et la rigidité. Tous les hommes étant égaux en droit, ont la même responsabilité et tous les auteurs des mêmes actes doivent être punis de la même peine. Un souci exagéré de légalisme conduit l'Assemblée Constituante à adopter un système de peines fixes.

Code Pénal Napoléonien se montre beaucoup plus souple. Il abandonne ce système et le remplace par la prévision d'un minimum et d'un maximum, dont le Juge ne doit pas s'écarter.

Créateur des structures contemporaines, il prévoit à l'article 64 l'état de démente au moment des faits, comme devant exempter de toute mesure judiciaire "il n'y a ni crime, ni délit si le prévenu était en état de démente au moment de l'action, ou lorsqu'il a été contraint par une force à laquelle il n'a pu résister".

L'inculpé aliéné n'est pas capable d'assumer un geste qu'il n'a pu choisir ou décider.

C'est toujours sur cet article que médite le psychiatre commis expert.

Remanié, complété, le Code Napoléonien reste en vigueur sur bien des points.

L'irresponsabilité totale est admise.

La notion d'une responsabilité pénale plus ou moins grande va être soulevée par plusieurs courants d'idées :

- la psychiatrie évolue. ESQUIROL a introduit la notion de folie partielle, qu'il appelle les "monomanies", et qui sont en somme les ancêtres de nos névroses.

- un courant d'idées néoclassique conduit à réclamer l'individualisation de la peine. Celle-ci ne doit pas être choisie uniquement en fonction du trouble engendré, mais en fonction du degré de la faute. Cette idée est encouragée par les progrès de la médecine mentale.

- le courant positiviste, dont le nom vient du fait qu'il prend son inspiration philosophique dans le positivisme d'Auguste COMTE, apparaît vers la même époque. Il estime lui que la répression assurant la défense sociale, doit être dosée en fonction non pas de la faute, mais de l'état dangereux, la "dangerosité" du délinquant. Cet état résulte de la personnalité physique, psychique, dynamique du prévenu. Ces propositions ne furent pas intégralement admises, mais elles eurent cependant un écho en France. De ces idées positivistes sont issus directement :

- le sursis qui est réservé aux délinquants primaires et permettait d'opposer son sort à celui des délinquants d'habitude.

- la libération conditionnelle.

- la relégation qui conduisait à la Guyanne pour le restant de leurs jours, les condamnés à plus de quatre

reprises, même si leurs peines n'excédaient pas en tout dix huit mois ! La relégation a été supprimée en Juillet 1970.

Mais comment connaître et mesurer "l'état dangereux" ?

L'école positiviste va s'appuyer sur la naissance de la criminologie. Les sciences médicales avec l'anthropologie vont chercher réponse à cette question dans l'examen anatomique des individus.

En 1865 BROCA fonde la Société d'Anthropologie. On mesure les crânes, on compare on en vient à mesurer les crânes des criminels. On étudie toutes les parties de leur corps. Puis leurs facultés intellectuelles et morales.

LOMBROSO en 1870 croit voir une espèce d'homme : l'homme criminel déchet de la sélection humaine, victime de l'atavisme et reconnaissable à des stigmates physiques. La psychiatrie, à cette époque, était influencée par les théories de DARWIN.

FERRI étudie plutôt dans le délinquant, l'homme marqué par son milieu. Il crée une école sociologique.

Si les théories de LOMBROSO ne résistent pas aux vérifications des chercheurs (TARDE) il en est resté l'étude du criminel dans sa personne physique, intellectuelle, morale et sociale, méthode d'examen qui s'est révélée fructueuse.

Plusieurs écoles criminologiques naissent en Europe et aux Etats-Unis.

la circulaire CHAUMIE (1905) : s'intitule "examen mental des inculpés. Degré de responsabilité. Précision de la mission de l'expert", elle estime qu'"à côté des aliénés proprement dits, on rencontre des dégénérés, des individus sujets à des impulsions morbides, ou atteints d'anomalies mentales assez marquées pour justifier à leur égard une certaine modération dans l'application des peines édictées par la loi". Elle établit les questions posées à l'expert. Ce sont celles qu'on utilise encore actuellement.

Dans le même temps, dans son manuel de psychiatrie, REGIS distingue de l'irresponsabilité absolue des aliénés, la responsabilité atténuée des semi-aliénés. -Ce qui fait demander à un humoriste : quand un de ses sujets se sera rendu l'auteur d'un crime, quelle moitié de lui conduira-t-on à la guillotine ?- Dans cette deuxième catégorie, il comprenait avec FARTET, la période d'incubation des maladies mentales, la démente apoplectique et l'aphasie, l'hystérie, l'épilepsie, l'alcoolisme, les états d'imbécillité ou de faiblesse d'esprit notoires.

On en vient ainsi à une sorte de graduation.

Le courant de la défense sociale : La Belgique a franchi un pas important en 1930 avec la loi de défense sociale qui rend officielle la présence de la psychiatrie dans les prisons. Toute prison belge fut dotée d'une annexe psychiatrique et certaines eurent même un statut intermédiaire entre l'hôpital psychiatrique et la prison. Le but recherché était le dépistage, puis le traitement des délinquants anormaux, mais pour Monsieur BROUSSELLE cette tentative

systématique eut, entre autre, le mérite d'en montrer les limites : les magistrats furent sans doute déçus dans l'espoir qu'ils avaient mis dans les pouvoirs pronostics et thérapeutiques de la psychiatrie.

Quant aux psychiatres trop enthousiastes au départ, ils s'affirmeront brimés par des normes, par une tyrannie administrative, ou même simplement par des impératifs de sécurité, de discipline et de crédit. La bataille des psychiatres belges avait peut être été gagnée trop tôt

En France, le courant de la défense sociale, prend un essort considérable sous l'influence de Monsieur ANCEL, Conseiller à la Cour de Cassation de Paris. Les mesures d'assistance publique se multiplient : réforme pénitentiaire, transformation de l'interdiction de séjour, et on aborde les mesures curatives en particulier pour les alcooliques, les toxicomanes. Au sortir des années d'oppression dûes à l'occupation, la liberté individuelle est devenue plus chère que jamais, ainsi que le souci de protection de la personne.

L'examen de la personnalité du délinquant est imposé en 1945 pour les mineurs.

De nouvelles perspectives apparaissent alors : la psychanalyse, puis la phénoménologie, tentent d'expliquer le comportement criminel. Des enquêtes sociologiques sont réalisées, notamment dans les grandes villes américaines, où le banditisme connaît une recrudescence.

En 1950 à LA HAYE, le XIIIème congrès international Pénal et Pénitentiaire insiste sur la nécessité d'introduire la psychiatrie dans les établissements pénitentiaires, et d'étendre aux adultes certaines institutions du Droit Pénal, des mineurs.

Nouveau Code de Procédure Pénale :

Le vœu émis au congrès de LA HAYE va être réalisé pour partie par les dispositions du nouveau Code de Procédure Pénale de 1958. Il refond la structure du droit pénal, et rend obligatoire pour l'adulte, l'examen de personnalité en cas de crime. Mais cet examen reste facultatif en cas de délit, le Juge l'ordonnera, s'il est demandé par la défense ou s'il l'estime nécessaire à sa propre information.

L'article 81 du Code Pénal qui prévoit l'examen de personnalité, édicte que celui-ci sera composé d'une enquête sociale, d'un examen médical, et d'un examen médico-psychologique.

L'examen médical n'est pas obligatoire, mais il est devenu pratique courante en Cour d'Assises.

L'examen médico-psychologique est quant à lui assimilé à l'expertise, et demandé par exemple pour les multirécidivistes en vue d'un sursis avec mise à l'épreuve, ou bien en fonction de la nature de l'infraction lorsque celle-ci peut laisser supposer qu'elle a été provoquée par des désordres psychiques de l'inculpé, (violences, délits sexuels, incendies volontaires).

Ainsi depuis vingt ans, non seulement l'avis du psychiatre est de plus en plus sollicité sur le plan de l'expertise classique, concernant le délinquant au moment des faits, mais encore son rôle a considérablement évolué.

Bénéficiaire de l'expérience belge, il n'est plus seulement l'auxiliaire du Juge d'Instruction, il collabore à une politique pénitentiaire et tente même de suivre le délinquant hors des structures carcérales.

Données actuelles et progrès scientifique :

Le Droit n'est pas une discipline immobile, mais c'est de toutes les sciences la plus longue à assimiler et à adopter les éléments de progrès ou de modernisation.

Fort heureusement, l'une de ses branches, la science criminologique, est essentiellement vivante et elle participe maintenant beaucoup plus de la médecine, que du raisonnement juridique.

Les criminologues s'aident des données médicales les plus récentes : neurologie, endocrinologie, biologie, et même cytogénétique.

C'est ainsi que grâce à de nombreux chercheurs, COURT BROWN 1962 - JACOBS 1965 - HUNTER 1966 - SMITH et WEGMAN 1968, on en vient à admettre un facteur criminel lié au chromosome Y. Il se manifesterait chez les porteurs de chromosomes XYY que l'on retrouve parmi les délinquants dans la proportion de 1 à 2 %.

Est-ce suffisant pour conclure, cela semble douteux, en tous cas récemment deux décisions judiciaires contradictoires ont attiré l'attention:

Le 9 octobre 1968, une Cour australienne acquitte Edouard HAMEL du crime de meurtre parce qu'il possède l'anomalie chromosomique XYY (anomalie d'ailleurs constatée chez Richard SPECK qui s'était rendu coupable du massacre de 8 infirmières à CHICAGO).

Or, quatre jours plus tard, en France, un Tribunal rejette le même argument présenté par la défense et condamne l'assassin à 7 ans de prison.

Le Professeur LEJEUNE, célèbre généticien était venu dire à la barre que : "le criminel né n'existe pas, mais que ceux nés avec des anomalies chromosomiques sont aptes à devenir criminel avec une probabilité qui est de 30 % plus grande que pour les autres".

Nous ne citons ces faits que pour montrer que nous avons conscience de n'en être actuellement qu'à une étape, un épisode concernant des sciences en évolution. Il ne saurait être question d'en faire un bilan définitif et immobile.

CHAPITRE III

ETUDE ANALYTIQUE DES DOSSIERS D'EXPERTISES

Les deux cent cinquante expertises mentales de référence ont été ordonnées, soit par des Juges d'Instruction, soit par des Tribunaux répressifs, en majorité le Tribunal Correctionnel.

- 21 d'entre elles ont été demandées par une Cour d'Assises,

- 6 par le Tribunal pour enfants.

Dans un premier temps nous nous sommes attachés uniquement à l'étude des expertises psychiatriques.

Pour ce faire, nous avons défini différents critères ou variances pouvant permettre d'établir un tableau synoptique.

L'élaboration du travail de l'expert étant toujours la même nous avons retenu :

- I - Le sexe,
- II - L'âge,
- III - La nature des délits ou crimes pour lesquels les prévenus sont poursuivis,
- IV - Le critère de récidive.

Ce sont là les renseignements apportés par les juridictions.

Nous avons noté ensuite :

- V - Les troubles mentaux décelés,
- VI - Les conclusions de l'expert.

Nous avons en outre relevé dans les antécédents pathologiques cités dans l'expertise, ceux qui, par leur fréquence, pouvaient présenter un intérêt et justifier leur prise en considération.

Avant d'entamer cette étude nous devons souligner que les conclusions auxquelles elle aboutit, ne sauraient être systématiquement appliquées à l'ensemble du phénomène de la délinquance. Une demande d'expertise psychiatrique se fait d'emblée pour une sélection d'inculpés. Celle-ci représente, selon les indications de Monsieur SIMON, Juge d'Instruction à Dijon, environ 25 % des affaires. Encore ne pouvons-nous reporter à l'ensemble des Cabinets d'Instructions les usages de l'un d'eux.

Toujours d'après Monsieur SIMON, si environ 50 dossiers sur 200 vont à l'expertise, 15 d'entre eux auront été demandés par la défense, les 35 autres d'après la propre initiative du Juge :

- soit à cause de l'impression produite par l'intéressé,
- soit d'après la nature de l'acte (affaire de mœurs par exemple),
- soit lorsqu'il y a des faits de délinquance grave dans un milieu dissocié ou dangereux, dans le but d'une orientation sociomédicopsychologique.
- soit lorsque l'acte est criminel, puisque cette mesure est rendue obligatoire par le Code de Procédure Pénale,
- soit enfin lorsque l'expertise rentre dans le cadre d'une enquête de personnalité.

I - LE SEXE.

La délinquance féminine représente évidemment une minorité. 32 de nos dossiers, soit 17 %, concernent des prévenues dont l'âge va de 14 ans à 76 ans

Si nous nous référons aux statistiques administratives aimablement communiquées par le Parquet de Dijon, nous retrouvons une proportion analogue, peut être un peu inférieure. Ces statistiques recouvrent le nombre d'affaires jugées pendant une année, et font le bilan des condamnations infligées. Le pourcentage des prévenues oscille entre 11 et 12 %. Si notre chiffre est plus élevé, est-ce parce que les femmes sont un peu plus volontiers soumises aux expertises psychiatriques ?

La délinquance féminine serait en rapport direct avec le développement économique et l'évolution sociale d'un pays : Monsieur POROT fait état de variations allant de 4 % en Algérie, à 17 % en France (notre chiffre), voire même 24 % en Grande-Bretagne. Nous nous étonnons alors qu'une récente statistique américaine n'ait dénombré dans certaines prisons que 1288 femmes sur 34.084 détenues, soit à peine 4 %

II - L'AGE.

Nous ne possédons qu'un échantillon très réduit de dossiers de mineurs (six) par rapport à la délinquance juvénile en général, et ne pouvons en tenir compte. Les examens mentaux des mineurs sont réalisés à Dijon, par une équipe médico-psychologique directement dépendante du Juge des Enfants.

50 % des prévenus soumis à nos expertises psychiatriques ont moins de 30 ans et la majorité (42 %) se situe entre 20 et 30 ans. La répartition avant et après 25 ans est à peu près identique.

QUETELET en 1832 déjà, proclamait un âge maximum de la délinquance qu'il situait vers 25 ans, avec quelques variations suivant les crimes. Pour nous comme pour lui, le taux de la criminalité décroît ensuite régulièrement et de façon constante jusqu'au terme de la vie.

La courbe de criminalité féminine s'harmonise à son homologue masculine. Cependant au delà de 50 ans, elle reste stationnaire.

tableau n. 1
age et delinquance

jus qu'a	20ans	30ans	40ans	50ans	60ans	au delà
♀	2	12	7	5	3	3
♂	20	93	53	27	15	10
	22	105	60	32	18	13
	8%	(42%)	24%	26%		

250 delinquants

$$♀ = 32 = \underline{17\%}$$

$$♂ = 218$$

statistiques du parquet
de Dijon

$$♀ = 263 = \underline{12\%}$$

$$♂ = 2178$$

III - LES DELITS OU CRIMES.

Il nous fallait réunir l'ensemble des infractions et les classer.

1) Classification.

Deux méthodes pouvaient être envisagées :

a) Une méthode analytique qui consistait à répertorier tous les crimes ou délits retenus et qualifiés par le Code Pénal. Mais elle aboutissait à distinguer un nombre infini de rubriques, et ne pouvait permettre de conclusions sérieuses. De plus certaines entorses à la loi ne présentaient qu'un intérêt réduit dans le cadre de cette étude.

b) Une méthode séquentielle celle que nous avons élaborée et retenue.

Certains "groupes" de délits ou crimes nous ont paru posséder en commun : le but poursuivi, les méthodes utilisées, ou certaines conséquences engendrées sur le plan social.

Nous nous sommes fondés sur un critère, simpliste sans doute, mais repris actuellement par tout un courant réformiste du Droit Pénal, critère selon lequel un individu capable d'attenter directement à la personne physique de son prochain paraît d'une essence morale différente de celui qui ne s'en prend qu'à ses biens. Nous retrouvons donc en tête de classification, une distinction secondaire du Code Pénal :

- Atteinte à la personne,
- Atteinte à la propriété.

Atteintes à la personne.

D'emblée deux infractions s'imposent à nous :

- les crimes ou délits sexuels,
- les crimes ou délits dûs à la violence.

Bien sûr les deux peuvent se cumuler, mais dans le cadre de brutalités commises pour assouvir une exigence, un besoin sexuel, c'est ce dernier élément moteur de l'acte qui est retenu.

Les menaces avec chantage et tous les vols effectués dans certaines conditions de danger pour autrui, entrent dans le cadre des violences. Ils représentent en effet une escalade dans la "dangerosité", dans l'agressivité. La loi ne s'y trompe pas qui qualifie de crime et non de délit, tout vol commis avec violence, ou bien de nuit, à plusieurs, avec effraction, avec armes

Délit sexuel, violences, représentent des atteintes directes à l'intégrité de l'individu, mais il existe diverses autres infractions qui ne sont pas recouvertes par cette définition. Nous avons estimé alors qu'elles lésaient la personne dans son contexte social, troublant souvent un ordre établi qui pour certaines gens, ou certaines institutions, est une nécessité de survie.

Nous avons ainsi réuni :

- le proxénétisme,
- l'outrage à autorité,
- la rebellion,
- le faux témoignage,
- les actes de désobéissance,
- le vagabondage.

Nous avons rangé dans cette catégorie l'avortement, que la loi condamne non pas tant comme violence à individu que comme atteinte à une politique nataliste longtemps érigée en principe.

Atteintes à la propriété.

Dans un souci d'équilibre, nous avons distingué là aussi trois catégories de délits:

- il est possible de porter atteinte au patrimoine d'autrui, soit en se l'attribuant, soit en le détériorant. Nous retrouvons cette division naturelle et essentielle dans le Code Pénal qui en fait d'ailleurs une étude détaillée.

- le vol, simple appropriation illicite des biens d'autrui, est un acte bien individualisé qui ne souffre guère d'interprétation.

- les dommages à la propriété concernent des destructions de récoltes, les bris de clôtures, les incendies volontaires. Ils sous-entendent bien l'idée de violence, mais celle-ci n'atteint l'homme qu'indirectement.

Il existe, a côté du vol "pur et simple", d'autres procédés mis en oeuvre plus ou moins élaborés, plus ou

moins tortueux et perfides, témoignant de techniques bien spéciales. Parfois même, ils nécessitent une sorte de contrat, ou du moins d'échanges, entre la victime et le délinquant. Cette coloration psychologique justifie la distinction des "escroqueries-abus" : soit les fraudes, usurpations de noms ou d'appellations, abus de confiance Si le but en fin de compte est le même (satisfaction facile d'un appétit immédiat ou de ses symboles, au moins hors des limites de la démente), leurs auteurs nous paraissent se différencier assez nettement sur le plan mental. "N'est pas escroc qui veut" (GOURIOU).

2) Etude.

a) Parmi les dossiers étudiés le nombre d'infractions, d'attentats, contre la vie ou contre la personne, s'équilibrent avec le nombre des atteintes au patrimoine : 53 % pour la première catégorie.

Le vol est le délit le plus courant : 35 % de tous nos prévenus sont des voleurs.

Quand aux autres délits, ils se définissent quantitativement par le tableau ci-après :

Tableau n° 2 :

ATTEINTES CONTRE LA PERSONNE = 133.	- Délits sexuels	= 50 soit <u>20 %</u>
	- Violences	= 59 soit <u>23 %</u>
	- Atteintes à la Société	= 24 soit <u>10 %</u>
ATTEINTES CONTRE LES BIENS = 117.	- Vols	= 89 soit <u>35 %</u>
	- Escroqueries, abus	= 19 soit <u>7 %</u>
	- Dommages, incendies	= 9 soit <u>5 %</u>

b) Puis nous nous sommes attachés à vérifier les corrélations existant entre l'âge des délinquants et les faits qui leur étaient reprochés.

- Avant 20 ans, les violences l'emportent nettement. 50 %. Les attentats aux moeurs sont en minorité.

Cette constatation recoupe celles effectuées sur des bases de référence plus importantes.

C'est ainsi qu'aux U.S.A. il a été calculé que les meurtres par adolescents représentent 3 % des homicides et la croissance de la violence juvénile est un phénomène constant et inquiétant.

Les savants de l'approche biologique, notamment DI TULLIO, insistent sur le rôle de la puberté, de son déséquilibre endocrinien accompagné d'hyperévolutisme ou d'hypoévolutisme, d'hyperpragies ou de meiopragies fonctionnelles.

Ce déséquilibre est à l'origine : "de conduites irrégulières dues à des anomalies instinctives et affectives, à des agitations psychomotrices, à des exubérances érotiques, ainsi qu'à une faible capacité d'inhibition en partie physiologique qui en facilite l'intrinsecation" (DI TULLIO).

- Entre 20 et 30 ans, par contre un délinquant sur deux est un voleur.

Alors que dans la décennie suivante la proportion n'est plus que de 1 pour 3. Il s'agit souvent d'un récidiviste encouragé par l'impunité de ses premiers actes.

- Passé 30 ans, nos prévenus goutent à toutes les sortes de délits, dans des proportions qui tendent à s'équilibrer. Les attentats sexuels viennent tout de suite après les vols, les délits dits "sociaux", les escroqueries, sont à leur apogée.

- Dans la seconde partie de la vie, la délinquance revêt des formes très différentes. Les vols n'intéressent plus. Par contre on détruit plus volontiers : (1/3 des dommages volontaires à la propriété d'autrui avant 40 ans, 2/3 ensuite).

Les violences qui après l'adolescence avaient cédé le pas aux vols, reviennent en force entre 40 et 50 ans.

(31 % des délits à cet âge)

Il est logique d'y voir le rôle favorisant de l'alcoolisme. Il s'agit souvent d'attentats à la vie d'autrui : assassinat, uxoricide, coups et blessures ayant entraîné la mort.

- Enfin après 60 ans, les délits sexuels sont les plus fréquents, ils apparaissent dans la proportion de 1 sur 2, alors qu'auparavant ils ne représentaient guère que 1 sur 10 à 1 sur 5 ou 6.

Le viol caractérisé serait-il si rare que la statistique de ROGUES DE FURSAC portant sur 1136 expertises n'en comporte aucun (contre 70 attentats aux mœurs divers) ; ou bien ne soumettrait-on que rarement à l'expertise, les auteurs de cet acte ? Sur un total de 50 délits sexuels, notre pratique médico-légale

contre les personnes

DELITS ou CRIMES

contre les biens

D. sexuels

Soc

Violences

Vols

Escroqueries

Domages

	D. sexuels	Soc	Violences	Vols	Escroqueries	Domages
→ 20 ans	3	1	(11) 50%	6		1
→ 30 ans	16	8	18	(57) 54%	5	2
→ 40 ans	(15) 25%	(8)	12	(18) 30%	(6)	
→ 50 ans	5	5	(10) 31%	5	5	2
→ 60 ans	(5) 33%	2	(5) 33%	3		3
et au dela	(6) 46%		3		3	1

tableau n°3

étude des rapports age - nature des delits

n'en compte que 3 perpétrés par trois jeunes gens dont un débile mental.

Plus souvent ce genre de délit trouve son expression privilégiée dans l'exhibitionnisme.

Nous n'avons pas différencié dans nos calculs les délits commis par des hommes et par des femmes, ne nous attachant qu'à l'âge des sujets examinés.

Nous avons cependant été surpris par la propension à la violence de la femme, puisque 10 expertises motivées par la violence rejoignent presque le nombre de celles motivées par des vols qui ne sont que 12.

IV - LA NOTION DE RECIDIVE.

En Droit Pénal la récidive recouvre une notion bien précise : celle de la répétition d'un même délit dans un laps de temps déterminé. Nous avons cependant tenu à reprendre ce terme mais en le placant sur un terrain plus général, en lui conférant un sens "social". Nous avons donc différencié les prévenus au passé judiciaire chargé, quels que soient les délits commis, de ceux qui venaient de commettre leur première infraction.

Dans cette optique plus de la moitié des prévenus sont des délinquants primaires : 132 soit 53 %.

E. KRESTCHNER a remarqué que la première infraction pénale se situait avec une fréquence dominante avant 18 ans et présente un autre maximum moins important à la fin de l'âge mur. L'activité délictueuse moyenne passerait par un minimum entre 26 et 30 ans.

Pour notre part nous constatons qu'avant 30 ans les récidivistes sont en majorité (59 % des délinquants), (tableau n° 4).

Parmi eux se trouvent les multirécidivistes que la justice qualifie souvent d'irrécupérables, qui sont justiciables de la relégation : ils ont entre 25 et 37 ans.

Par contre dès après 40 ans, il apparaît qu'effectivement les délinquants primaires deviennent de plus en plus nombreux, pour atteindre la proportion de 11 sur 13 après 60 ans. La vieillesse peut se transformer en facteur occasionnel de criminalité, surtout

	→	20ans →	30ans →	40ans →	50ans →	60ans →	et plus
①	9	50	30	18	13	11	
②	13	55	29	13	5	2	

tableau n.4

Age et recidive

① : delinquants primaires

② : récidivistes

lorsque coexiste ou preexiste une constitution dégénérative-délinquantielle.

Pour GRASSBERGER (1946), dans la vie de l'individu les dispositions criminelles se manifestent d'autant plus tôt, qu'elles sont ancrées plus profondément. Se fondant sur ces principes, CORMIER et l'équipe de recherche de psychiatrie médico-légale de l'Université MAC GILL ont individualisé :

- les délinquants "primaires" qui s'engagent dans la délinquance dans la période de latence, et continuent durant la puberté.

- les délinquants "secondaires" qui s'engagent dans la délinquance durant la puberté et continuent durant l'âge adulte.

- les délinquants "tardifs" qui se sont engagés dans un ou plusieurs actes criminels, durant l'âge adulte.

V - LES TROUBLES MENTAUX.

1) Intelligence et délinquance.

GODDARD, fondateur de l'école des tests psychologiques, aurait calculé le quotient intellectuel de ces "criminels" et celui d'un lot de témoins. Il aurait conclu, d'une façon peut être un peu définitive, "tous les délinquants sont des débiles mentaux ; presque tous les débiles mentaux sont des délinquants".

Sans rejoindre cette opinion extrême, d'ailleurs combattue depuis, il faut admettre que ces débiles mentaux sont d'une fragilité psychique particulière. Faiblesse de jugement, leur manque de sens critique, s'associe souvent à des troubles du caractère, des désordres imaginatifs. L'échelle des valeurs morales est absente ou embryonnaire. Ils méconnaissent les interdictions conventionnelles. Plastiques et suggestibles, ils sont souvent assimilés dans des gangs entraînés par des individus antisociaux intelligents. L'épileptoïdie est toujours aggravante.

Ce terme de "débilité mentale" nous l'avons retrouvé 50 fois cité dans les rapports de l'expert (20 % des prévenus).

Parmi eux : huit oligophrènes dont l'état fait entrer en jeu l'article 64 du Code Pénal. Quatre autres débiles moyens étaient affectés de troubles psychiatriques associés et ont été déclarés irresponsables.

Ce pourcentage est supérieur à celui d'une population moyenne, du fait de la présélection établie par le choix du juge, ou l'obligation qui lui est faite

de demander une expertise. En France sont dénombrés 2.000.000 de débiles mentaux. Ceux-ci représentent 4 % de la population d'âge scolaire.

TOCHEPORT (1966) en a trouvé un pourcentage voisin parmi les jeunes gens examinés par les Centres de Sélection de l'armée.

Depuis GODDARD, de nombreux travaux ont été réalisés, surtout aux U.S.A. (SUTHERLAND, ZENELY), et au fur et à mesure des améliorations techniques des tests, le quotient intellectuel des délinquants tendait nettement à remonter vers la normale ! Les dernières recherches ont abouti à la conclusion d'une absence de différence significative entre le quotient intellectuel des nouvelles recrues de l'armée (U.S.A.) et celui de la population des prisons.

2) Délit et démence.

Dans la définition de ce terme, remarque Monsieur le Docteur MARIN dans "l'expertise médico-légale" une distinction est nécessaire entre le point de vue médical et le point de vue juridique. Pour le premier la démence est un état acquis, évolutif et théoriquement irréversible. Pour le second, elle doit être prise dans un sens beaucoup plus large correspondant à l'absence de l'élément intentionnel de l'inculpé. "Au sens médico-légal, le terme de démence englobe non seulement les états d'affaiblissement intellectuel, mais aussi les états d'arriération mentale profonde, les états délirants, certaines impulsions-obsessions irrésistibles et récidivantes, tous les états en somme dans lesquels le sujet n'a plus la conscience lucide de sa personne, ni du milieu. Il ne peut décider raisonnablement de ses actes. Ceux-ci sont directement

l'expression de son trouble mental. Le sujet est un aliéné". (G. HEUYER).

Cinquante quatre états de démence au moment des faits, ressortent des deux cent cinquante conclusions de Monsieur le Professeur MARIN, soit plus de 21 %.

Après 50 ans, l'aliénation semble un facteur important de délinquance "sur le tard", puisque près de 40 % de ces individus ont été déclarés irresponsables.

Les diagnostics cliniques en sont variés :

Outre les débiles profonds déjà signalés, nous avons relevé :

- de nombreux cas de névroses graves, d'angoisse, obsessionnelles (II en tout).

- huit schizophrénies, anciennes ou en pleine évolution. L'un d'eux, alors qu'il venait de tuer sa mère, "voulait que les gendarmes la ressuscitent".

Ils s'étaient rendus coupables de :

- délits sexuels : 3
- vagabondages : 2
- vol : I
- meurtre : I
- escroquerie : I (émission de chèques sans provision).

- dix neuf autres cas de psychoses variées, l'un de ces malades, en plein état maniaque, venait d'acheter sans argent ni raison : 2 automobiles, I camion, 3 machines à écrire, et 30 vaches!

Les délires de persécution sont les plus fréquents : 7 cas. Les motifs d'inculpation sont successivement :

- bris de clôture,
- destruction de récolte et de plant,
- dénonciation calomnieuse,
- outrage à agent de la force publique (2),
- vols,
- et enfin tentative d'homicide volontaire.

Les délits commis par tous ces irresponsables sont variés et recouvrent toute notre classification :

- vols pathologiques,
- exhibitionnisme,
- tentative d'homicide,
- tapage nocturne
- et incendies volontaires, auquel nous nous sommes arrêtés.

Ce délit, auquel la psychiatrie a toujours accordé son attention, est en effet fréquemment réalisé par des aliénés. Monsieur J.M. BOISSENIN dans sa thèse, soutenue en 1963, sur les "auteurs d'incendies volontaires", affirme que "le nombre des anomalies psychiatriques est plus grand chez les incendiaires que dans les autres catégories de délinquants, parmi celles-ci débilité et alcoolisme occupent le premier plan. Les anomalies de la sphère sexuelle et les tendances suicidaires, sont d'autres particularités remarquables".

En effet, parmi nos quatre auteurs d'incendies volontaires, l'un était un débile profond "incendiaire" notoire ;

le second, un paranoïaque, avait mis le feu à ses propres vêtements ;

une troisième jeune débile n'avait trouvé que ce moyen là, pour se faire renvoyer par des patrons qu'elle n'osait quitter spontanément ;

chez le dernier, pourtant entièrement responsable, entraient en jeu des éléments passionnels (jalousie).

3) Délits et anomalies mentales.

Si l'on entend par personnalité normale un certain mode de comportement de l'individu vis-à-vis du monde extérieur, les personnalités anormales foisonnent. Mais "le trouble mental" doit être entendu comme "une perturbation des facultés et du comportement, telle que le malade n'est plus capable d'une adaptation aux circonstances, conforme en tout ou en partie à la moyenne de ses semblables ". (DUCOUDRAY).

50 % des délinquants sont des anormaux mentaux affirmait Monsieur le Docteur MARIN dans "l'expertise médico-légale".

En fait, au terme de ces 250 expertises, l'examen n'était entièrement normal que dans 38 % des cas.

L'examen psychiatrique ne montre le plus souvent chez le voleur utilitaire, rien de bien particulier ; et ce sont surtout les renseignements fournis par l'enquête qui permettent de fixer le profil psychologique des délinquants. Le voleur accidentel se distingue aussi du voleur associatif. Celui-ci n'a pas renoncé à certaines pulsions instinctives, à un égocentrisme tyrannique. Il s'agit du "captatif des vols, du sadique des rapt, des rixes, celui qui veut reprendre parce qu'il a été frustré".

On peut encore leur opposer le voleur symbolique que LACASSAGNE, au congrès d'anthropologie criminelle de GENEVE de 1896, a évoqué comme l'auteur des vols immotivés, à la façon dont plus tard André GIDE parlera de crimes sans motif et sans raison, les crimes gratuits. Ce vol inexplicable a été longtemps tenu pour pathologique. A notre avis, cette interprétation est discutable.

Commis sous l'influence d'un état psychopathologique (qui n'aboutit pas toujours à l'irresponsabilité pénale), le vol dit "pathologique" est nettement fixé par LEVY-VALENSI, à cinq motivations simples :

- exagération des besoins normaux (idiots, imbéciles, déments),
- exagération des appétits (pervers),
- états d'inconscience (confus, mélancoliques),
- perte de la notion de propriété (déséquilibrés, excités),
- tendances irréductibles (obèses, pubères, femmes enceintes).

Nous n'avons rencontré que 15 de ces vols, dont 3 réalisés dans les conditions du raptus anxieux paroxystique : vol subit, désorganisé, sans aucune

précaution, ne laissant aucun souvenir. Il est indéniable que des impulsions pathologiques peuvent se réaliser à la faveur d'une insuffisance de contrôle éthique (états dépressifs, ou geste impulsifs chez une névrose d'anxiété chronique).

A la réunion de médecine légale de SAINT-ETIENNE le 28 Novembre 1970, le Professeur COTTE a attiré l'attention sur ces vols "de déprimés" et sur le fait qu'ils ont généralement lieu dans les grands magasins. C'est aussi le cas de nos trois malades.

Si le délit sexuel est lui aussi retrouvé chez l'obsessionnel, il s'agit le plus souvent d'un déséquilibré en quête de partenaires, ou d'un érotique impuissant qui ne se résigne pas à abdiquer ou encore d'un taré honteux d'une infirmité psysique compensant un ridicule, qu'il n'ose affronter, par un détour symbolique.

Quand aux violences exercées sur les particuliers, elles sont souvent réalisées par des non-psychopathes qui stigmatisent simplement leurs instincts batailleurs, leur gauchissement impulsif, une insertion sociale défectueuse, ou un défaut de contrôle de leurs réactions devant une opposition.

4) Remarques.

- dissociations familiales.

L'intégrité du foyer est un facteur très important au développement normal de l'individu.

SHELDON et Eleanor GLUECK en ont tiré cinq facteurs d'ordre psychosocial qui, non respectés, risquent de conduire le jeune vers la délinquance :

- direction du garçon par son père ;
- surveillance du garçon par sa mère ;
- affection du père pour son fils ;
- affection de la mère pour son fils ;
- cohérence du groupe familial.

Nous avons été frappés par la fréquence avec laquelle les biographies des prévenus retracent des passés démantelés par l'absence d'un ou des parents, que ce soit par la mort, l'internement, le divorce. La nature à toutes les imaginations dans ce domaine.

II sur nos 22 délinquants de moins de 20 ans -soit 50 %- sont issus de ces foyers : père inconnu, mère suicidée ; mère assassinée ; père interné, mère et soeurs délinquantes etc....

27 % de la totalité de nos dossiers portent les mêmes traces. Soit :

Jusqu'à	20 ANS	:	II/22	:	50 %
"	30 ANS	:	37/105	:	35 %
"	40 ANS	:	15/60	:	25 %
"	50 ANS	:	II/63	:	17 %.
	et plus.				

- alcoolisme.

Son rôle est indiscutable et connu. Il modifie certainement la mentalité fondamentale de l'individu et développe chez lui agressivité et impulsivité (la plupart des bourreaux d'enfants sont alcooliques) entraînant perte du sens éthique et du sens moral.

Il y aurait 42 % d'alcooliques dans les prisons Suisses.

60 % en Allemagne.

A la prison de FRESNE, le Docteur BARDONET a effectué un pointage en 1951 sur 250 condamnés dont les peines s'échelonnent depuis 3 ans de bagne, jusqu'à la sentence à vie. Il a estimé à 60 % les cas où l'alcoolisme jouait un rôle par hérédité ou chronicité.

Quant à nous, nous avons remarqué chez quarante cinq de nos prévenus, un état d'imprégnation alcoolique chronique - soit seulement moins de 20 % - mais il s'agissait d'ethyliques notoires, dont beaucoup étaient justiciables d'une cure de désintoxication.

La délinquance des alcooliques se répartit ainsi

- homicides	: 5	:	11 %	:
- coups et blessures, violences	: 10	:	22 %	:
- délits sexuels	: 10	:	22 %	:
- actes antisociaux	: 6	:	13 %	:
- vols	: 13	:	28 %	:
- escroqueries, dommages	: 2	:	4 %	:

Ainsi 66 % des délits commis, sont des atteintes à la personne.

- pathologie et délinquance:

- peu d'épileptiques	: 9	:	3 %	:
- ulcères gastriques (plus fréquents	: 12	:	5 %	:
- tuberculose pulmonaire	: 9	:	3 %	:
- traumatismes crâniens d'importance variable	: 30	:	12 %	:

mais en fait, ces traumatismes crâniens ne pourraient être retenus que si le sujet avait agi sous l'influence d'une disposition mentale anormale, momentanée ou permanente découlant directement de son traumatisme. Le vrai criminel - traumatisé crânien, est rare : ROGUES de FURSAC, sur 1238 expertises, n'en a retrouvé que 10 cas.

VI - LES CONCLUSIONS DE L'EXPERT.

L'expert traduit en langage juridique une appréciation médicale. Afin d'aider le Juge dans sa tâche, il évalue en "responsabilité" la somme d'aspects positifs ou négatifs que son examen a pu dégager de l'individu. Cet usage, s'il n'est pas expressément demandé par le Code Pénal, est cependant tacitement attendu par tous les magistrats, dans tous les prétoires.

Entre la responsabilité pleine et entière des inculpés chez lesquels l'examen mental ne révèle aucune espèce de troubles pathologiques pouvant avoir influencé leur conduite, et l'irresponsabilité totale qui excuse les actes auxquels la conscience ou la libre volonté n'a pas participé, il existe un registre de situation où l'état mental pathologique, intervient dans le déterminisme de l'acte.

Ce registre, étant donné la "jurisprudence" de l'expert, peut être ramené à une échelle de cinq valeurs :

- responsabilité totale,
- atténuation légère,
- " moyenne,
- " large,
- responsabilité nulle.

Elles se répartissent comme suit (tableau n° 3).

responsabilité totale	le pere	attenuation		responsabilité nulle
		moyenne	large	
96	25	40	34	54
= 38%	= 10%	= 16%	= 14%	= 22%
40%				

tableau n° 5
évaluation des différentes responsabilités en pourcentages.

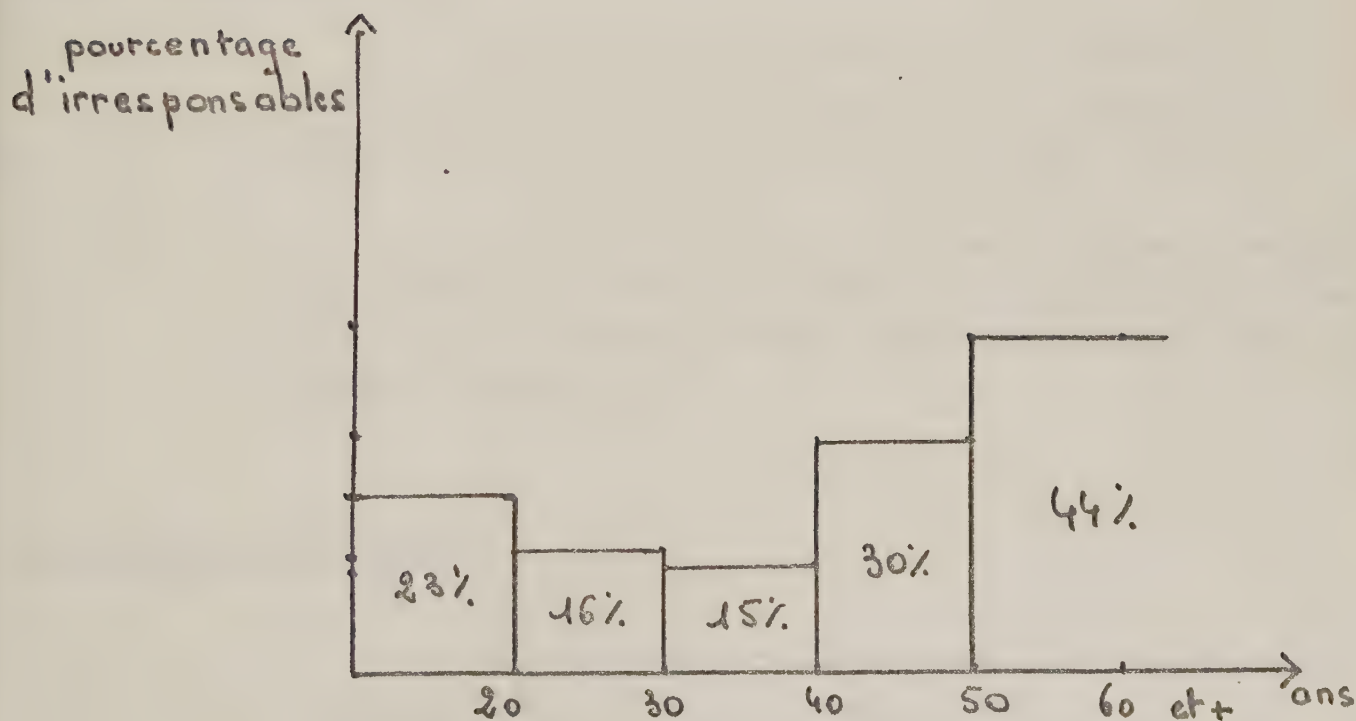


tableau n° 6
âge et irresponsabilité.

38 % des sujets ont été déclarés entièrement responsables et 40 % bénéficient d'une atténuation plus ou moins large de responsabilité, 22 % étaient en état de démente au moment des faits.

Un seul prévenu, vagabond, complètement désocialisé, refuse l'examen.

Nous nous sommes attachés à définir la notion de responsabilité au regard de certains critères :

- l'âge,
- les délits en cause,
- la récidive.

Age et responsabilité :

25 % des sujets examinés par Monsieur le Professeur MARIN ont plus de 40 ans et cependant ils représentent près de la moitié des irresponsables.

Dans la première partie de la vie par contre, la témibilité paraît plus grande en ce sens que l'homme a bien eu la faculté entière d'assumer ou de choisir son geste (tableau n° 6).

Responsabilité et délits.

Les délits de violence semblent être reprochés à une majorité de sujets responsables.

Parmi ceux-là, nous avons remarqué que presque tous les accusés de vol qualifié, ont une conscience parfaite de leur geste et une nocivité particulière - 10 sur 13 -.

Les délits sexuels appartiennent autant aux sujets normaux qu'aux déments.

32 % des vols sont également réalisés par des sujets entièrement responsables. (tableau n°7).

Lorsqu'on reprend globalement l'étude des délits contre les personnes et contre les biens, en fonction des différents degrés de responsabilité des individus qui les ont commis, on s'aperçoit que l'équilibre est pratiquement réalisé (tableau n°8).

Responsabilité et récidive.

L'atténuation de responsabilité est moindre pour les récidivistes que pour les délinquants primaires. Au contraire ceux-ci bénéficient plus volontiers d'une large atténuation de responsabilité ou d'une irresponsabilité totale.

Ces résultats semblent aller à l'encontre des protestations véhémentes de Monsieur BENON, médecin légiste de l'Université de PARIS, (1953) qui affirmait ; "la fréquence et la multiplicité des anomalies mentales ont déterminé les médecins experts, sollicités du reste par les magistrats, à conclure à la diminution de responsabilité lorsque ces anomalies étaient plus ou moins nettement constatées. Qu'en est-il résulté c'est qu'on a

surtout fait profiter de la responsabilité atténuée, les pervers -récidivistes des Tribunaux qui, presque tous en effet, présentent des anomalies mentales". Il s'agit alors d'un encouragement au "récidivisme", donc "une erreur pratique, médicale, juridique et sociale... Dans 99 % des cas, les pervers-récidivistes des Tribunaux, bénéficient d'une atténuation de responsabilité."

En fait, nous évaluons à 55 % la proportion de récidivistes dont la responsabilité n'est pas entière ; parmi eux figurent 12 % d'individus considérés en état de démente au moment des faits. L'atténuation de responsabilité est donc plus fréquente pour les non-récidivistes 71 % dont 30 % d'irresponsables.

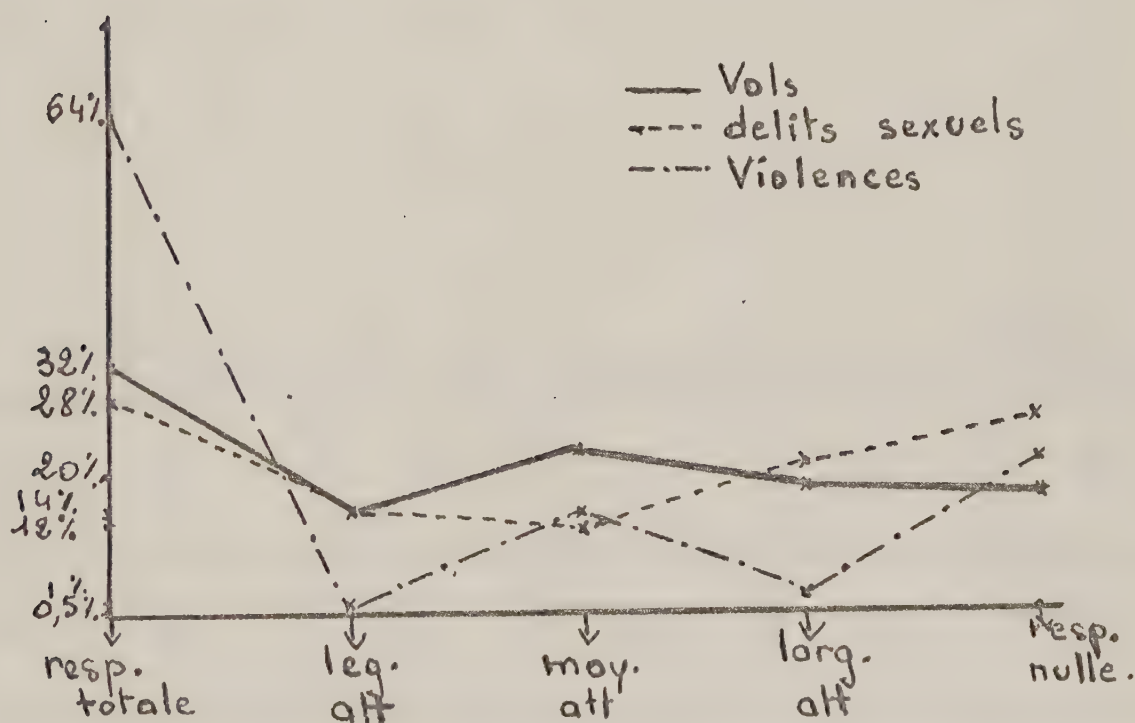
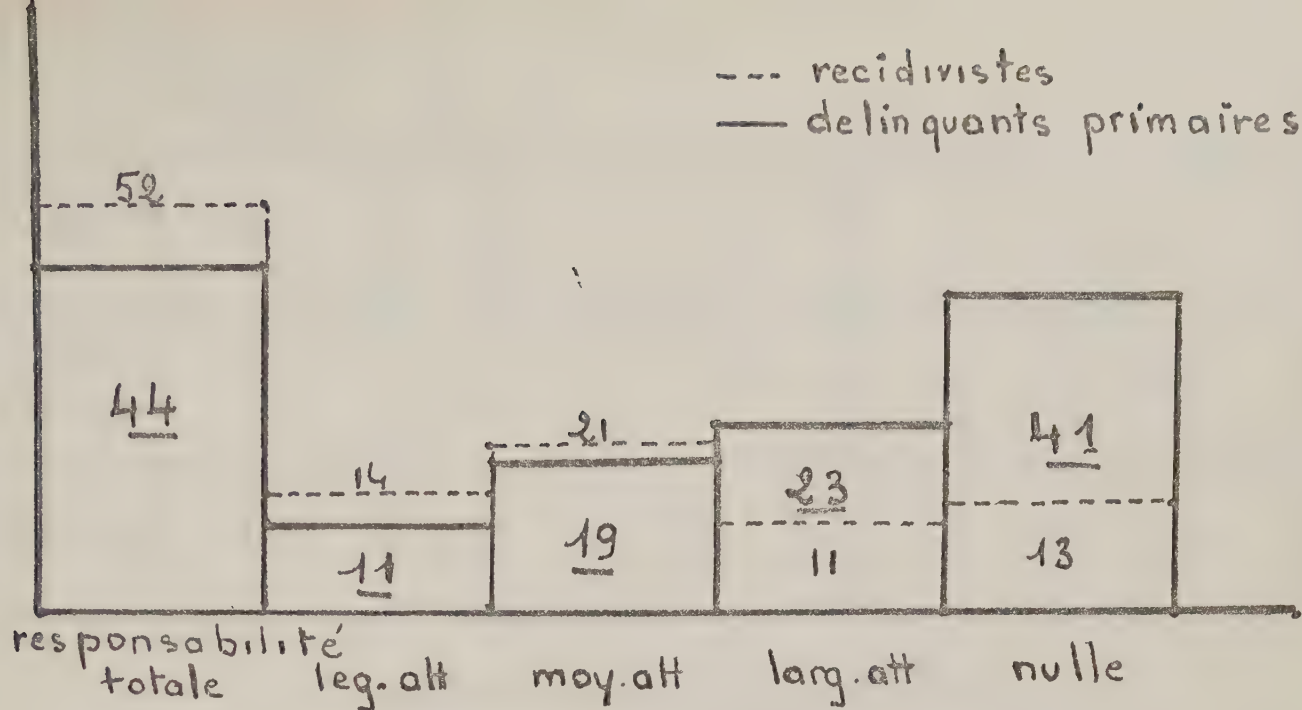


tableau n° 7

- recidive et responsabilité

- courbes comparées, étudiant les rapports
delits - responsabilité (en%) soit:

	↓				
Vols	32%	14%	21%	17%	16%
delits. sex.	28%	14%	12%	20%	26%
Violences	64%	0,5%	13%	1%	22%

	Resp. totale	leg. att	moy. att	long. att	Resp. nulle
Vols	29	13	19	15	14
delits sexuels	14	7	6	10	13
Violences	37	3	8	5	13

- responsabilité et délits fréquents.
en chiffres absolus.

	Resp totale	leg. att	moy. att	long. att	Resp. nulle
C/personne	55	12	16	17	32
C/ biens	41	13	24	17	22

tableau n° 8
responsabilité et délits en général
:repartition symétrique.

CHAPITRE IV

ETUDE ANALYTIQUE DES JUGEMENTS.

Dépouillant les jugements, nous avons recherché :

- 1°) Si les conclusions de l'expert étaient citées parmi les arrêts,
- 2°) dans quelles conditions elles l'étaient,
- 3°) quelles étaient les condamnations en découlant.

Retrouver toutes les décisions correspondant à nos dossiers fut une tâche ardue malgré des recherches dans les différents greffes du Palais, recherches cependant heureusement facilitées par la complaisance de Monsieur le Procureur de la République et de ses services. Nous n'avons pu éviter un pourcentage de "pertes" : soit pour transmissions de dossiers à d'autres Tribunaux, soit pour amnistie, décès, classements sans suite. Notre courrier concernant quelques décisions rendues par des Tribunaux étrangers à la Côte d'Or, est resté sans réponse.

Il faut estimer à 230 le nombre d'affaires qui sont utiles à nos recherches.

L'étude proprement dite du corps du jugement ne pouvait être entreprise dans deux circonstances :

- lorsqu'un non-lieu intervenait,

c'est une ordonnance rendue par le Juge d'Instruction après un réquisitoire du Procureur de la République qui estime soit, que le délit n'est pas constitué, soit que la personnalité de l'inculpé ne justifie pas la continuation des poursuites.

Ainsi, nous avons retrouvé 58 ordonnances de non-lieu et 6 jugements de relaxe que nous pouvons leur assimiler. Ils correspondent, sauf une exception, à nos 54 états de démenche (application de l'article 64), mais aussi à des abandons de poursuites pour manque d'information, culpabilité non prouvée.

- lorsque les arrêts étaient rendus par la Cour d'Assises.

En effet ceux-ci ne pouvaient nous apporter que des précisions sur les condamnations éventuelles. Aucune motivation ne peut être retrouvée dans le dossier, puisqu'il s'agit de délibérations d'un jury par voie orale. Nous ne pouvions donc pratiquement pas juger d'une influence effective de l'expertise sur le jugement. Cependant, pour l'un des 21 accusés ayant comparu devant la Cour d'Assises, est intervenu un acquittement. Il

s'agissait d'une jeune femme impliquée de façon seulement secondaire dans un vol qualifié. Elle bénéficiait d'une atténuation moyenne de responsabilité. Nous avons appris que la déposition de l'expert à la barre des témoins, avait été déterminante : elle avait à ce point impressionné les jurés, que de l'avis de l'avocat de l'accusée "sa plaidoirie n'avait plus lieu d'être".

Notons que parmi les 20 condamnés (à des peines allant de 18 mois de prison à 20 ans de réclusion criminelle, selon les accusations portées contre eux) 18 avaient été déclarés entièrement responsables, 2 seulement bénéficiant d'une atténuation moyenne de responsabilité.

Restent 145 affaires jugées.

I) Expertises non citées.

Il nous est immédiatement apparu que, dans un certain nombre de jugements, il n'était fait aucune allusion à l'expertise.

Les circonstances atténuantes accordées "en la cause" fréquemment citées ne pouvaient être retenues comme admettant implicitement une responsabilité diminuée. Elles sont en effet admises sur l'intervention de facteurs extérieurs à ceux qui nous concernent.

Ainsi aucun rappel n'a été fait de l'expertise dans 41 dossiers -soit 28 % des cas-.

Mais nous avons remarqué que cette omission intervenait dans la majorité des affaires concernant des individus à responsabilité entière : 1 fois sur 2. Le prévenu, ne posant aucun problème psychique particulier, répond alors de ses actes.

Cependant l'expertise semble ne pas être intervenue, du moins dans l'exposé des motifs du jugement, malgré des atténuations plus ou moins importantes.

Aucune référence n'est faite à six estimations de responsabilité très atténuée : dans trois cas, il s'agissait de débiles mentaux, ethyliques. Dans le cas d'un dyschondroplasique également débile et névrotique, Monsieur le Professeur MARIN avait conseillé un placement à la Chartreuse après sa détention. Il est condamné à deux mois de prison pour rébellion, outrages à agent, sans qu'il soit fait allusion aux suggestions de l'expert. Les deux autres cas étaient des névropathes, dont l'un était atteint d'une névrose psychasthénique.

2) Expertises citées.

Les expertises sont citées dans 104 jugements : soit dans 72 % des cas.

Elles le sont selon trois modalités différentes :

- soit simplement par la formule générale :
"attendu que la responsabilité de X. doit être considérée comme" (42 % des espèces).

- soit citée avec un commentaire, et une analyse :
(25 % des cas).

- soit enfin citée pour être combattue :
(5% des cas).

Le tableau n° 9 en donne la nomenclature.

Le plus souvent la responsabilité entière lorsqu'elle n'est pas passée sous silence est simplement mentionnée.

C'est un élément banal d'appréciation s'additionnant aux faits de la cause dont le Juge a connaissance.

Cette simple mention se retrouve dans 60 % des dossiers dans lesquels l'expert avait considéré que la responsabilité du prévenu ne souffrait pas d'atténuation.

Cependant lorsque de plus, le pronostic est jugé défavorable par l'expert, une aggravation de peine va frapper le prévenu.

Six condamnations à des peines de prison ferme répondent à ces motifs : "d'autant plus que les médecins qui l'ont examiné le classent dans la catégorie d'individus inamendables". (en l'espèce la sanction fut de trois ans de prison ferme auxquels s'ajouta la peine de relégation.)

Une formule de la même veine fut retrouvée pour un voleur récidiviste : "attendu qu'il est donné pour entièrement responsable de ses actes. Que les médecins le considèrent comme un sujet dangereux et inamendable parce que totalement inaffectif, amoral et asocial" Là encore la sévérité de la peine répondait au fait que les Juges n'ont vu aucune espèce de circonstance atténuante en ce cas précis.

① responsabilité totale = non citées : 26% ; citées : 58%
 légèrement atténuée = seulement citées = 38%
 moyennement " = " : 39% ; commentées : 28%
 largement " = commentées = 53% ; combattues : 13%

	Resp. totale	leg. att	moy. att	larg. att	Resp. nulle
expertises Non. citées 28%	20	6	9	6	
uniquement Citées 42%	40	7	10	4	
Commentées 25%	7	5	8	16	
Combattue 5%	1		1	④	①

tableau n° 9

étudient l'intérêt paraissant apporté
 aux expertises dans le jugement,
 en fonction des atténuations
 de responsabilité.

② ou bien :

48%	des cas où l'exp. n'est pas citée corresp. à 1 resp. totale
60%	est seulement citée totale
53%	est commentée larg. att.
56%	est combattue " "

Les responsabilités atténuées sont davantage l'objet de discussion, de référence de la part du magistrat.

- légèrement atténuées elles ne font pencher la balance ni d'un côté ni de l'autre.

Si on mentionne le travail de l'expert, c'est plutôt pour constater que la responsabilité n'est atténuée que dans une certaine mesure et sous entendre ainsi qu'une sanction sévère semble justifiée (7 cas).

- moyennement atténuées les responsabilités sont aussi bien considérées comme excusant un acte dans une certaine mesure, que comme n'ayant aucun rôle dans la réalisation du même acte.

Selon l'idée qu'il se fait du dossier et du délinquant, le Tribunal explique son indulgence par l'état mental du prévenu ou au contraire inflige une peine de prison ferme en constatant: " qu'il ressort de l'expertise psychiatrique que X... a conscience de ses actes, sa responsabilité étant seulement atténuée dans une certaine mesure...".

Parfois même la conclusion est plus laconique : "attendu que les faits sont graves, que le sujet n'est pas en état de démence " ! Il nous semble à la lecture de cette mention qu'aucun pas n'a été franchi depuis le Code Napoléonien et que tout rôle est refusé à la médecine psychiatrique dans l'oeuvre de Justice.

L'attention accordée aux estimations de chances de réadaptation, d'amélioration par la sanction pénale, est toujours perceptible.

Ainsi ces deux années de prison assorties de la peine complémentaire de relégation qui frappent un inculpé, dont la responsabilité apparaissait cependant atténuée dans une certaine mesure mais : "que de l'avis de l'expert, X... est accessible à une sanction pénale, qu'il est susceptible d'être dangereux, qu'en face d'un tel sujet la défense sociale exige la mise en oeuvre de la relégation". La motivation d'une telle décision qui est un aveu implicite d'impuissance à l'égard du phénomène de la délinquance, se retrouve dans 12 des jugements analysés.

- largement atténuées, les responsabilités sont souvent et "largement commentées".

Dans la plupart des cas (53 % en ce qui concerne ce qualificatif), les conclusions de l'expert sont suivies par le Tribunal et se traduisent par l'allocation du bénéfice du sursis ou d'une peine modérée. Citons quelques exemples : "attendu que ces infractions mériteraient d'être sévèrement réprimées, s'il n'y avait lieu de tenir compte du rapport qui présente la prévenue, comme une femme caractérielle et impulsive, dont la responsabilité est largement atténuée"

"attendu que compte tenu de ces indications et de la qualité de délinquant primaire, il convient d'admettre les circonstances atténuantes et d'assortir du sursis la condamnation prononcée...."

"que compte tenu des conclusions de l'expert il apparaît opportun d'exercer sur le sujet une surveillance régulière en maintenant la menace d'une sanction". Cette dernière motivation s'est traduite par une peine d'un an avec sursis assortie de la mise à l'épreuve.

Parfois d'une atténuation large de responsabilité découle un non-lieu. L'explication d'un geste par le psychiatre permet au Juge d'en comprendre et alors parfois d'en excuser le mécanisme. Cette situation quelque peu paradoxale où l'on voit le Juge faire preuve en quelque sorte d'une indulgence plus grande que celle dont témoigne le psychiatre, s'est manifestée dans quatre cas.

Ainsi -une femme inculpée d'attentat à la pudeur, d'excitation de mineurs à la débauche, fut relaxée au motif que : "il convient de retenir que Messieurs les experts ont estimé la responsabilité largement atténuée, que Madame X.... peut être considérée comme une débile mentale à la limite de l'irresponsabilité, qu'il est établi que cette femme se trouvait sous la crainte et le dépendance de son fils aîné, que dans ces conditions il n'apparaît pas que le délit puisse être retenu...".

Autre cas d'espèce : un prévenu inculpé de tentative de vol, s'enfuit d'une camionnette à l'approche de la propriétaire, invoque ensuite la surprise. Les magistrats décident : "que l'explication donnée par lui n'est pas invraisemblable surtout si l'on considère les graves troubles de la personnalité et la névrose dont il est atteint, au terme de l'expertise la preuve de son intention frauduleuse n'est donc pas rapportée".

L'utilisation d'une expertise, en vue d'une décision de relaxe, par un magistrat laissé en pleine possession de son libre arbitre n'est-il pas un des aspects peu fréquent sans doute, mais efficace et réconfortant de la collaboration de la psychiatrie à la Justice ?

Enfin dans quelques cas où l'expert pense pouvoir donner un avis "thérapeutique" et se le permet, les magistrats tentent d'en tenir compte (7 cas) ;

"attendu que, pour éviter la récidive, il paraît opportun conformément aux conclusions du Professeur MARIN, d'infliger à X.... une peine d'emprisonnement avec sursis, une mise à l'épreuve, un traitement médical".....

"que l'expert conclut, et préconise la poursuite du traitement psychiatrique auquel l'intéressé s'est volontairement soumis, attendu que cette solution paraît satisfaisante". Et dans un cas d'espèce unique dans les dossiers étudiés, nous avons vu, alors qu'ordinairement la médecine psychiatrique renvoie l'individu à la justice, le processus s'inverser et le Juge renvoyer le délinquant au médecin.

Retenons cette motivation car elle est peut-être l'amorce d'une évolution passionnante dans les rapports des deux sciences :

Un névrosé avait commis un délit sexuel, le Juge a estimé : "qu'il ne présente pas un état dangereux, qu'il serait néanmoins nécessaire que X.... soit suivi régulièrement par un médecin, qu'une mesure de détention sur le mode psychothérapique, serait susceptible d'atténuer valablement les risques de récidive".

3) Opposition.

Mais parfois (7 cas parmi les 145 dossiers suivis de jugement), l'opinion que le magistrat s'est faite du délinquant ne correspond pas à la description qui en est donnée dans les expertises.

Le Juge s'oppose aux conclusions du médecin non plus en interprétant l'avis qui est formulé, mais en le combattant sur son propre terrain. C'est l'opposition dangereuse entre un avis médical fondé sur des données scientifiques et une rigueur juridique fondée sur des apparences, sur une information insuffisante, et sur la nécessité de défendre un ordre social sans souplesse.

- Un jeune homme de 18 ans, poursuivi pour vol qualifié, récidiviste, entièrement responsable (instable, violent et impulsif) avait fait l'objet d'une seconde expertise. Le Tribunal lui accorde le sursis avec la liberté surveillée au motif que "les hésitations des spécialistes ne sont que la traduction de l'instabilité psychologique de ce mineur qui est cependant considéré par les experts, comme responsable et accessible à une sanction pénale".

- Un voleur de 43 ans, responsabilité moyenne cette fois : le jugement cite l'expertise, mais l'interprète : "que le Professeur MARIN le considère comme un grand déséquilibré épileptique et instable que bien qu'il soit considéré comme inaccessible à une sanction pénale, la prison aura au moins pour utilité de le mettre hors d'état de nuire pendant un certain temps" - un an de prison ferme !

Les conclusions de l'expert quant à une responsabilité très diminuée ont fait l'objet d'interprétations diamétralement opposées suivant les cas, et vraisemblablement suivant la personnalité des magistrats :

Ainsi une expertise est jugée insuffisante par le Juge qui décide la "relaxe" pour un individu coupable d'attentats à la pudeur.

On avait retrouvé chez ce dernier une structure névrotique obsessionnelle, et voici les raisons pour lesquelles il ne fut pas condamné : "si les experts se bornent à conclure à une responsabilité atténuée dans une large mesure, il nous apparaît cependant qu'en aucun point de leur rapport, ils n'ont affirmé que l'inculpé s'était trouvé en état de résister aux pulsions obsessionnelles dont il est victime, que dans ces conditions, il existe un doute réel sur l'existence d'une véritable responsabilité pénale de l'inculpé, qu'il y a lieu d'estimer qu'il ne peut être retenu en ces lieux ...".

Par ailleurs, d'autres conclusions paraissent inadmissibles au Tribunal : ainsi cet homme de 28 ans, ayant commis de nombreuses escroqueries, mais présentant une névrose d'angoisse, qui est condamné à 30 mois de prison ferme.

"étant donné que les conclusions de l'expert ne reposent pas sur des motifs très précis et très sérieux que ces facteurs qui interviennent dans le domaine de l'affectivité, ne sauraient être considérés comme des causes sérieuses d'atténuation de responsabilité... que le prévenu a agi avec intelligence, malignité, intention de lucre et beaucoup de suite dans les idées..."

Il en va de même pour ce mineur dont le père est interné, la famille délinquante, qui est lui-même multirécidiviste. L'atténuation large à laquelle conclut le psychiatre est citée, mais la condamnation n'en sera pas moins lourde puisque "aucune anomalie dans la sphère hallucino-délirante n'est relevée, que le mineur est actuellement structuré dans sa conduite asociale, que seule une sanction pénale peut permettre à X.... de retrouver un certain équilibre".

Mais l'élément le plus frappant -il est unique parmi 200 expertises- est celui d'un refus de l'application de l'article 64.

Il s'agissait d'un adulte, comparaissant pour usage de fausses plaques d'immatriculation, (il se servait ainsi de sa voiture pour se livrer à l'onanisme à la vue des passantes), il cédait ainsi à une réaction obsession-impulsion, d'une névrose obsessionnelle vraie, l'état de démence au moment des faits était admis par l'expert.

Cependant nous n'en avons pas moins retrouvé une condamnation -légère sans doute 300 frs 00 d'amende- expliquée par le fait : "que le Tribunal doit tenir compte du rapport d'expertise, mais que le prévenu n'a, à aucun moment prétendu avoir agi sous l'empire d'une contrainte irrésistible, mais au contraire a fait état des efforts déployés par lui et souvent avec succès, pour faire échec à son vice, qu'il échut de retenir que la falsification de plaques, se situe dans les préparatifs assez lointains de la pratique de son onanisme, qu'enfin mieux vaut faire confiance à la volonté de l'intéressé, que d'admettre la notion affligeante d'un état de démence même momentané....".

Si l'enjeu de ce procès n'avait pas été la sanction du délit de défaut de plaques d'immatriculation, mais celle d'un crime, que serait-il advenu ? ... Le magistrat est libre de ne pas tenir compte d'un avis médical ; mais sur quels arguments peut-il se fonder pour refuser d'admettre un état de démence ? Les faits, le bon sens, la logique invoqués, sont-ils des critères suffisants ? la non-application d'un article 64 ne risque-t-elle pas d'être une porte ouverte à toutes sortes d'abus ?

4) Condamnations et responsabilité.

Il nous était impossible de chiffrer l'incidence des conclusions de l'expert quand au problème de la responsabilité sur la sanction prononcée. Ceci pour plusieurs raisons :

- d'une part, pour un même délit ou un même crime, le Code Pénal prévoit la possibilité pour le magistrat de choisir une peine allant d'un maximum à un minimum fixés (encore qu'il ait la faculté d'infliger une sanction inférieure à ce minimum légal),

- d'autre part, l'éventail des faits reprochés à nos prévenus est infini : notre registre des vols va de la subtilisation de deux plaques de chocolat, au vol à main armée d'un multirécidiviste,

- enfin, la composition des tribunaux était variable.

Cependant d'après les motivations des jugements et les exemples précités il nous est apparu que :

- le sursis était souvent en accord avec une atténuation importante de responsabilité, même si l'on tient compte de celui admis pour des faits de moindre importance.

Responsabilité totale	: 16	
Atténuation légère	: 7	} 25/34
" moyenne	: 5	
" large	: 13	

- des peines modérées allant de un mois à 18 mois de prison étaient à coup sûr dûes à l'expertise parce que cette affirmation s'y trouvait en toutes lettres : 10 cas.

Si l'on pouvait dresser des tableaux établissant le rapport personnalité-condamnation dans les différentes sortes de délits, les conclusions qu'il était possible d'en tirer devaient rester prudentes : plus l'atténuation est large, plus la peine en paraît allégée, au moins en ce qui concerne les délits contre les personnes (violences surtout) où le magistrat semble davantage tenir compte de la personnalité du délinquant que lorsqu'il s'agit de vols. (tableau n° 10)

delits contre les personnes

	Respons. totale	attenuations			Respons. nulle
		legere	moyenne	large	
Relaxes Non-lieu	4		2	2	28
sursis	12	4	3	9 (53)	
- d'lon	16	5 (41%)	5 (46%)	4	
+ d'lon	21 (36%)	3	1	1	

contre les biens

	Respons. totale	attenuations			Respons. nulle
		legere	moyenne	large	
Relaxes Non-lieu				2	26
sursis	4	3	3	5	
- d'lon	12	2	7	4	
+ d'lon	15	3	10	3	
I. sejour Relegation	4 2	1 1	1 1		

tableau n° 10
responsabilites et condamnations

DELITS CONTRE LES PERSONNES.

Responsabilité totale	: 36 %	: de condamnation à plus d'un an de prison
Atténuation légère	: 41 %	: de " à moins " "
	: 33 %	: de " avec sursis
Atténuation moyenne	: 46 %	: de " à moins " "
Atténuation large	: 53 %	: de " avec sursis

DELITS CONTRE LES BIENS.

Responsabilité totale	: 55 %	: de condamnation à plus d'un an de prison interdiction de séjour, relégation.
Atténuation légère	: 50 %	: de " à plus d'un an "
Atténuation moyenne	: 54 %	: de " à plus d'un an "
Atténuation large	: 35 %	: de " avec sursis.

En résumé.

Des constatations effectuées on peut retenir que :

- l'expertise est citée dans les 3/4 des jugements. Elle a donc retenu l'attention du juge et a joué un rôle dans la sentence.

- le plus souvent, alors, l'opinion du magistrat rejoint celle de l'expert. Une atténuation importante de la responsabilité entraîne une atténuation de la peine, ou l'explique, parfois même agit en faveur d'une décision de relaxe.

Un pronostic défavorable a pour corollaire une peine de prison ferme, assortie parfois de la relégation qui menaçait déjà l'individu (aveu d'impuissance de la justice en face d'un prévenu inamendable).

Dans la mesure du possible, lorsque l'expert s'autorise, étant donné le psychisme particulier de son "client", un conseil "thérapeutique" celui-ci est, sinon suivi, du moins évoqué.

- cependant, et cela est indispensable, le Tribunal reste toujours maître de son jugement, et maître alors d'extraire des conclusions de l'expert les termes qui conforteront la décision qu'il envisage de rendre, maître aussi, non seulement de les ignorer, mais encore de les combattre.

CHAPITRE V

L'UTILISATION ACTUELLE DE L'EXPERTISE

CRITIQUES - SUGGESTIONS.

Les avis exprimés, tant par les magistrats que par les psychiatres, laissent percevoir une certaine désillusion. L'institution du dossier de personnalité et l'importance attribuée à l'expertise psychiatrique paraissaient devoir donner une impulsion nouvelle au système encore figé de la justice pénale. Mais celle-ci tarde à se mettre en mouvement. Cette inertie tient-elle à la conception actuelle de l'expertise, ou bien au parti insuffisant qu'en tire la justice ?

1) Conception actuelle de l'expertise.

Monsieur J. REYNAUD dans son exposé sur "l'utilisation du dossier de personnalité dans la pratique judiciaire" met l'accent sur les failles existant dans le système actuel.

L'examen médico-psychologique n'est jamais obligatoire dans le cadre des délits. Le juge "peut" l'ordonner ; mais saisit-il toujours l'opportunité d'une telle décision ?

Les prescriptions de l'article 81 du Code de Procédure Pénale, sont limitées au domaine de la procédure d'information. De ce fait, deux catégories de délits échappent presque toujours à la compétence de l'expert : le "flagrant délit" et la "citation directe". Pourtant de nombreux individus arrêtés en flagrant délit sont des instables, parfois sans domicile fixe, véritables épaves humaines, qui posent de sérieux problèmes de réadaptation. Ainsi ce voleur récidiviste grenoblois, jugé à plusieurs reprises sans instruction préalable, chaque fois condamné, et qui subissant une expertise mentale à la demande d'un magistrat plus circonspect, fut reconnu psychotique.

La constitution du dossier juridique et l'expertise mentale ont lieu parallèlement. Ainsi l'expert n'a souvent que des renseignements très incomplets sur son "malade", dont l'interrogatoire ne peut pas toujours apporter des précisions attendues. Ces inconvénients peuvent expliquer des conclusions contradictoires, comme également peut le faire le temps variable écoulé entre l'expertise et le délit.

Enfin le juge craint, gêné par des termes qu'il qualifie encore d'ésotériques, malgré l'extrême simplification des conclusions, d'avoir soit une attitude d'indépendance ou de critique abusive vis-à-vis de l'expertise, soit au contraire, une attitude de soumission exagérée.

2) Le système pénitentiaire actuel.

Les magistrats demandent un perfectionnement de l'expertise, mais cela ne signifie pas pour autant que les juridictions répressives aient à leur disposition les moyens d'harmoniser leur décision avec les données révélées par l'observation scientifique du délinquant. Le développement de cette observation fait alors éclater l'insuffisance du système pénal, surtout en ce qui concerne les anormaux mentaux ou "invalides mentaux". Il en reste toujours faute de mieux à la solution de la peine atténuée correspondant à la responsabilité dite atténuée.

Il n'existe en fait ni texte précis, ni établissements spécialisés répondant aux espoirs thérapeutiques des experts. Les progrès sont sans doute sensibles au niveau des juridictions de mineurs, puisque l'examen de personnalité y est développé, que sont proposées des mesures éducatives diversifiées, des placements en centres d'apprentissage, en instituts pénitentiaires d'éducation spécialisée. Mais il y a encore loin de la proposition à la réalisation, puisqu'il n'existe qu'une prison-école en France, celle d'OERMINGEN. Pour les adultes, le centre agricole de CASABIANDA en Corse, ou le centre d'apprentissage d'ECROUVES, en ce qui concerne les condamnés à une peine courte, sont isolés. De même, le centre d'observation psychiatrique de CHATEAU-THIERRY est unique. Si le centre national d'orientation de FRESNES est chargé d'aiguiller les adultes ayant une longue peine à subir sur les contrales, en fonction de leur sociabilité, de leurs possibilités professionnelles ou éducatives,

celles-ci n'offrent qu'un éventail minime de situations, et sont en fait à peu près toutes identiques.

Aucune action directe ne peut être entreprise tant que les détenus se retrouveront en commun, sans travail, sans hygiène, dans une surpopulation qui oblige parfois le mélange des jeunes et des gens âgés, des prévenus et des condamnés.

En somme, le juge n'a que trois moyens à sa disposition : la prison, l'asile d'aliénés, et une solution intermédiaire qui peut être soit le régime de semi-liberté, la libération conditionnelle, ou encore le sursis avec mise à l'épreuve, s'ils peuvent être satisfaisants théoriquement, ne le sont pas pratiquement, faute de personnel et d'organes nécessaires.

La limitation de ces moyens a parfois des conséquences dramatiques sur le plan social : les progrès de la médecine mentale font de plus en plus de l'hospitalisation une simple étape de traitement. Le cas de l'inculpé déclaré irresponsable puis interné au vu des conclusions de l'expertise, grâce à laquelle il bénéficie d'une décision de non-lieu, et qui retrouve une totale liberté après un placement médical de quelques mois, n'est pas une hypothèse d'école. Un tel cheminement arrive à fausser l'expertise. Le psychiatre peut parfois, prévoyant l'impasse où sa décision pousserait le détenu, préférer une responsabilité partielle entraînant une solution imparfaite, mais effective.

De plus, l'internement des déséquilibrés avec des psychopathes ou des débiles peut avoir des résultats déplorables. Le Docteur HAUMONTE, médecin chef de l'hôpital psychiatrique de HOERDT, affirme que leur volonté déjà faible, fléchit encore, leur intelligence s'estompe et leur esprit critique s'évanouit. Il cite le cas d'un malade, ayant fait des études supérieures avec un quotient intellectuel de 134 aux tests de WECHSTER BELLEVUE, qui après deux mois de présence dans un "quartier de sureté" écrivait des lettres dignes d'un grand débile.

Quelques suggestions.

Ainsi apparaît évident le besoin de création de centres spécialisés, intermédiaires entre la prison et l'asile, sorte d'hôpitaux pénitentiaires ou de prisons sanitaires, qui tout en soustrayant l'individu nuisible à la Société, débiteraient un "traitement" : traitement médical psychiatrique (neuroleptique, essai du 8909 RP ou neuleptil par Messieurs MARIN et BALLIVET) traitement psychologique (intérêt d'échanges infirmiers - malades ou personnel - malades) enfin, traitement sociologique.

En attendant, la généralisation d'annexes psychiatriques dans les Maisons d'Arrêt, de centres comme celui de CHATEAU-THIERRY, pourrait pallier dans une certaine mesure à la pénurie d'établissements spécialisés.

De plus praticiens de la médecine légale et juristes s'accordent sur l'opportunité de la création d'un centre national d'études et de recherches pénitentiaires.

Mais se pose encore le problème du dépistage des cas psychiatriques : une nouvelle disposition de l'expertise le résoudrait peut être. Reprise à la Réunion Régionale de Médecine Légale de SAINT-ETIENNE sous la présidence de Monsieur le Professeur ROCHE, elle consisterait en :

- une première expertise, rapide, effectuant de façon systématique une sorte de tri, de dépistage. Elle isolerait du lot des bien-portants psychiques, les "malades" demandant alors,

- une seconde expertise, approfondie, ayant lieu en milieu hospitalier si c'était nécessaire, ou dans une annexe psychiatrique. Elle serait rémunérée en conséquence, durerait le temps nécessaire, avec la possibilité donnée au psychiatre de voir à plusieurs reprises s'il le fallait le détenu.

Ce système de double expertise permettrait peut-être de réduire le nombre de cas pathologiques ignorés.

Les expertises pourraient être rapportées dans un "casier" offrant ainsi une vue globale des antécédents psychiatriques du prévenu, en cas de

multiplication d'examens.

Pour nous enfin, l'expert devrait pouvoir donner son avis, quant à l'opportunité d'une sanction, de façon générale, étant entendu que celui-ci n'entraînerait aucune obligation pour le magistrat.

Sanction et thérapeutique.

Le psychiatre ne peut éviter, lors de son entretien avec le "malade", d'avoir des espoirs thérapeutiques pour lui ; et lorsque l'urgence s'en manifeste, il n'hésite pas alors à donner son appréciation : "peine courte, sursis avec mise à l'épreuve, ou traitement en milieu psychiatrique avant l'application de la peine, ou nécessité d'encadrement à sa sortie". Sans doute est-ce outrepasser son rôle, et aller au delà des réponses demandées par la circulaire CHAUMIE, mais certains magistrats dijonnais nous ont assuré de l'aide que leur apportait une telle initiative.

En effet, l'évolution se fait vers une justice curative et resocialisante. (La justice répressive reconnaît-elle ses échecs ?). Nous avons vu que les anormaux mentaux sont de grands pourvoyeurs de délinquance : la prévention ne commencerait-elle pas par le traitement des asociaux et ce traitement ne commencerait-il pas lui-même par la sanction infligée ?

Cependant deux écueils doivent être évités :

- tenir l'inculpé pour un malade. Il est des cas reconnus et patents où les réactions antisociales relèvent à peu près exclusivement de la pathologie mentale. Par exemple, une schizophrénie peut débiter par des troubles du comportement sexuel, un meurtre immotivé, un crime incestueux, des impulsions agressives. Seulement, il serait dangereux et faux de généraliser. "On retirerait" dit le Docteur DAGOGNET assistant à la Faculté de Lettres de Lyon "à l'asocial, jusqu'à la dérisoire capacité de mal agir".

- laisser instaurer une thérapeutique par le juge.

La désintoxication alcoolique par exemple imposée par le magistrat, est souvent vouée à l'échec. Elle est ressentie comme une humiliation, suscite un ressentiment, une obscure provocation favorable au ressurgissement de la toxicomanie, sans oublier qu'elle peut négliger le fond d'angoisse sans lequel celle-là ne se serait pas développée.

Ainsi ni le juge ni le médecin ne doivent s'arroger leur rôle respectif.

"Si l'on ne veut pas que l'expert devienne juge, il faut que le juge devienne expert" assure Monsieur VV STAINCU Professeur à l'Ecole Supérieure d'anthropobiologie. René WARLOMONT lui, est favorable à l'idée que le magistrat doit partager sa fonction avec ses assesseurs médecins ayant voix consultative (Revue de Droit Pénal 1952).

Pour nous, le magistrat devrait chercher une aide plus grande auprès de l'expert, dont la qualification

de psychiatre permet l'établissement d'un diagnostic et d'un pronostic quant à la personnalité de l'individu. Le traitement devrait commencer à l'heure où la sanction est prononcée, et la place du médecin dans l'élaboration de celle-ci, devrait être plus large. Déjà en Italie, le médecin siège au côté du magistrat dans les Tribunaux pour enfants, en qualité de Juge et de membre privé

C O N C L U S I O N S

1^o) Notre étude a porté sur 250 expertises psychiatriques réalisées par un même expert à la demande d'une même juridiction.

Elles représentent un échantillon valable de la délinquance dont les variances : âge, sexe, récidive, nature du délit, correspondent à celles des statistiques criminologiques.

Les troubles mentaux sont plus fréquents du fait de la préselection établie par le choix même des détenus à examiner, et 54 états de démenace au moment des faits ont été retenus.

2^o) L'expertise mentale joue un rôle certain dans l'élaboration du jugement puisque trois fois sur quatre les magistrats en évoquent ou reprennent les termes, et le plus souvent paraissent s'y conformer.

Si le Juge se sent tributaire des connaissances scientifiques de l'expert, il n'en reste pas moins, maître de sa décision ; et il ne saurait être question que la fonction de l'un se substitue à celle de l'autre. Un progrès ne peut naître que d'une collaboration efficace, voire même d'une confrontation entre les sciences médicales et juridiques.

3°) Actuellement encore les espoirs thérapeutiques d'une psychiatrie sans cesse en progrès se heurtent à une justice figée, qui n'a pour l'instant qu'une peine atténuée à apporter en réponse à une responsabilité atténuée.

4°) Sans doute, l'examen de personnalité en se développant et en se perfectionnant amènera-t-il le droit pénal, parce qu'il en rendra plus manifestes les lacunes, à multiplier les possibilités données aux juges d'adapter leurs décisions aux exigences d'une saine défense sociale.

Ainsi la médecine judiciaire favorisera-t-elle l'évolution de la Justice.

Le Président de la Thèse :

J. BALLIVET

Vu et permis d'imprimer

DIJON, le 27 NOVEMBRE 1970.

Le Doyen

F. CABANNE.

B I B L I O G R A P H I E

- ANCEL (M) :
La défense sociale nouvelle
Ed. Cujas 1966
- BARUK (A) :
La psychiatrie sociale
PUF, n° 669 - 1963
- BENON (R) :
Traité de médecine légale neuropsychiatrique
Vigot Ed. 1953 - p. 79 - 85
- BOISSENIN (J.M.):
Les auteurs d'incendies volontaires,
Contrib. à l'étude et compte rendu de 61 c. cliniques.
Thèse Paris 1968 p. 5 ; p 177.
- BROUSSOLLE (P) :
Rôle de la psychiatrie en criminologie
dans Etude de criminologie clinique.
M. Colin Lyon 1964 - p. 61 - 65
- BUISSON (F) :
Ce qu'attend le magistrat de l'expertise
médicale rapport aux jour. Med. de France
Dijon. 13 et 15 Mai 1965.
- CASAMAYOR (M) :
Les rapports du juge et de l'expert.
Actes du XIV cong. Int. de Crim.
LYON 1964 L p. 357
- CLAUDE (H) :
Psychiatrie médico-légale
PARIS 1944.

- COLIN (M) :

Examen de personnalité en criminologie

I Cong. Franc. de Crim.

Am Univ. Lyon LYON OCT. 60

T.I.

- DAGOGNET (F) :

Sanction et thérapeutique

4è Cong. Franc. de Crim.

I963.

- DUBLINEAU (J) :

Le traitement médical et psychiatrique individuel
du délinquant

4è Cong. Franc. de Crim.

STRASBOURG I963

(1e Trait. des délinquants P.V.F.)
page I5 et ss.

- ESQUIROL (J) :

Des maladies mentales considérées sous le rapport
médical - hygiénique et médico-légal

Baillier ed. I837 Vol I p. 4I0

- GROSSBERGER (R) :

Qu'est-ce que la criminologie ?

Rev. Int. Crim. et Police tech.

I949,n° I,p 3

- GREEF (E. de) :

La classification des délinquants en fonction
de l'état dangereux

2è Cong. Int. Crim. I953 p 58I

- HARMS (E) :

Historical background of psychotherapy as a
new scientific field.

Dis, Nerv. Syst.

3I, II6.8. Fe 70

- HAUMONTE :

Réflexions sur le traitement de certains
déséquilibrés sociaux

4è Cong. Franc. de Crim.

STRASBOURG 1963 PUF, p. 66.

- HEUYER (G) :

Introduction psychiatrique à l'examen médico-
psychologique et social des délinquants

Ier Cong. Int. Crim. p. 81

- LAVALEE (G) :

La criminalité juvénile en Allemagne

Cong. méd. 1939 n° 50, p. 2714

- LECULIER (D) et DAUMEZON :

L'expertise psychiatrique

Encycl. Med. Chir. Psychiatrie

T III, 37770 - A 10

- LOMBROSO (G) :

Comment mon père est arrivé à la conception
de l'homme criminel

Rev. de D. Pénal et de Crim. 1921 p.907

- MALLARD (L) :

Traité de l'expertise judiciaire

Lib. de la Cour de Cassation.

PARIS 1955.

- MARIN (A) et LEGEUT (J) :

L'expertise médico-légale

Aspects juridique - réalisation pratique

Coll. Med. Leg. 1959, p. 97 et ss.

- MARX (Mlle Y) :

Le problème des délinquants mentalement
anormaux

H.O., G H 1961. p. 153

- MAXWELL :
 Le crime et la Société
 Flammarion PARIS 1924.
- POROT (M) et BARDENAT :
 Psychiatrie médico-légale
 Mal. 1959, P. I3, I96, 3II.
- POROT (M) et BARDENAT :
 Anormaux et malades mentaux devant la justice
 Penale.
 Mal. 1960. Chap. I, Chap. III p. 22.
- QUETELET (A) :
 Recherches sur le penchant aux crimes aux
 différents âges.
 Hayez Bruxelles 1933.
- REUNION REGIONALE du 19 Novembre 1966 - LYON :
 L'expertise judiciaire
 exposés présentés salle des Assises Pal. de just.
 LYON 1967.
- REYNAUD (J) :
 L'utilisation du dossier de personnalité dans
 la pratique judiciaire.
 App. au Ier Cong. Franc. de Crim.
 LYON 1960 - Ann. Univ. p. 54.
- ROGUES DE FURSAC :
 Manuel de Psychiatrie
 Alcan, PARIS. 1923.
- SCHECHTER (M.D. et Al) :
 Violence in adolescence
 Postgrad Méd, 1969, I90, 5
- STANCIU(VV):
 Perspectives ouvertes par la nouvelle procédure
 pénale - l'alignement de la justice sur les
 données des sciences humaines.
 Rapp. au I Cong. Franc. de Crim.
 Coll. Méd. leg. p. I28.

- STEFANI (G) et LAVASSEUR (G) :
Droit Penal général
DALLOZ I p. 6-88
- STERN (H) :
Deux ans de dépistage psychiatrique appliqués
aux détenus.
Thèse TOULOUSE, 1949 n° 59.
- SUTHERLAND-CRESSEY :
Principes of Criminology
Chic. Phil. New-York Lippincott
and Co 1955 - p. 314 et ss.
- SZABO (D) :
Criminologie
Montréal, PUF 1965 - P. 106, 110
p. 227 - 290.
- SZABO (D) et FATTAH (E) :
La psychocriminogénèse
Encycl. med. chir. psych. T III
37.906 A 20
- TULLIO (B DI) :
Rééquipements de criminologie clinique en Italie
Act. du XIV Cong. Int. Crim.
LYON 1964, p. 381.
- TULLIO (B DI) :
Principes de criminologie clinique
Bib de psych, PUF 1967, p. 57
- VALENCIANO-GAYA (L) :
Psychiatry and criminal law
Arch. Neurol. (Madrid) 1968, 31,
381, 95.
- VEIL (S) :
Utilisation du dossier de personnalité
I er Cong. Franc. Criminologie
LYON 1960 - An Univ. p. 79 - 106.

- WERTHAM (F) :

New dimensions of human violence

An. J. Psychoth ; Jul. 1969, 23,
374, 80.

- YOSHIMAHU (S) :

Über die Kriminellen leberskurven

Arch. für Psych. Und Zeitschrift
für Neur. 1959. 195 p. 103.

T A B L E D E S M A T I E R E S

CHAPITRE I	: INTRODUCTION - PRESENTATION DE NOTRE TRAVAIL.....	page I
CHAPITRE II	: HISTORIQUE	page 7
CHAPITRE III	: ETUDE ANALYTIQUE DES DOSSIERS PSYCHIATRIQUES	page 17
CHAPITRE IV	: ETUDE DES DOSSIERS JURIDIQUES ...	page 45
CHAPITRE V	: L'UTILISATION ACTUELLE DE L'EXPERTISE - CRITIQUES SUGGESTIONS	page 61
CONCLUSIONS	:	page 70
BIBLIOGRAPHIE:		page 72
TABLE DES MATIERES		page 78.

